

Prolétaires de tous les pays, nations et peuples opprimés, unissez-vous !

Le quotidien du peuple

Journal Communiste Révolutionnaire pour la construction du Parti de Type Nouveau

LUNDI 14 MARS 1977
N° 399 1,50 F

Belgique 15 FB
Commission paritaire 56942

AVEC
LES OPPOSANTS
TCHÉCOSLO-
VAQUES

Voir p.2

Municipales

L'ECHEC DE GISCARD

- De nombreux maires de la «majorité» battus au profit surtout du PS
- D'Ornano en difficulté à Paris

Le dépouillement des résultats du premier tour des municipales n'était pas terminé à l'heure où nous mettions sous presse cette édition. Mais d'ores et déjà, un certain nombre de tendances, prévisibles pour la plupart, semblent se dégager.

L'effritement du potentiel électoral de la droite se confirme, puisque des estimations à l'échelle nationale lui donnaient moins de 48%. Cet effritement constitue un désaveu de plus à ceux qui exercent leur politique réactionnaire directement au pouvoir depuis près de vingt ans.

Chacun des partis de la «majorité» de droite a été mis à contribution dans les pertes de municipalité. Les affrontements entre RI et RPR, s'ils ont profité aux premiers à Toulon et à Nancy, semblent plutôt défavorables à d'Ornano pour Paris, où les premiers résultats indiquaient une avance nette des listes Chirac sur celles de son concurrent dans presque tous les secteurs.

En ce qui concerne les municipalités gagnées par la gauche, on peut déjà les chiffrer à une vingtaine, bien que le PS ait perdu celles de Cambrai et de Maubeuge, où le maire socialiste sortant refusait l'union de la gauche. Dans l'ensemble, le PS profite plus nettement que son «allié» de cette poussée, puisqu'il gagne les municipalités de Brest, Angers, La Roche-sur-Yon, Beauvais, Epinal, Nantes, Roanne, Saint Herblain, Villefranche-sur-Saône, Aurillac, Villeneuve d'Ascq, etc. Alors que le PC pour sa part, s'est imposé à Reims, Montluçon.

Dans les endroits où la gauche se présentait divisée, mise à part le cas de Toulon, où le PC allié au CERES devance nettement le PS emmené par l'amiral Sanguinetti, c'est la plupart du temps les

candidats socialistes qui prennent l'avantage. On a pu voir dès hier soir la polémique renaître de plus belle entre les uns et les autres pour savoir si la progression de l'union de la gauche était imputable avant tout au PS, ou de manière égalitaire, aux deux partis. Ces disputes qu'ils n'ont pas pu éviter montrent bien la place que tiennent les divergences à l'intérieur de l'union de la gauche. On devine ce que sera l'âpreté de la division si ils sont amenés à gouverner ensemble après 78 ou même plus tôt.

Ces premières indications fournies par le début du dépouillement du scrutin, ne modifient pas l'orientation du travail développé par les communistes révolutionnaires à l'occasion de cette campagne : faire de ses élections une tribune de dénonciation de la crise et de ceux qui la font payer aux travailleurs ou sont prêts à le faire.

Là où les listes de droite ou de gauche s'affrontaient en l'absence d'une liste d'unité populaire représentative des aspirations et des luttes menées par les travailleurs localement, les communistes révolutionnaires ont fait campagne contre ceux de droite comme de gauche, qui veulent gérer le capitalisme et faire payer la crise aux travailleurs.

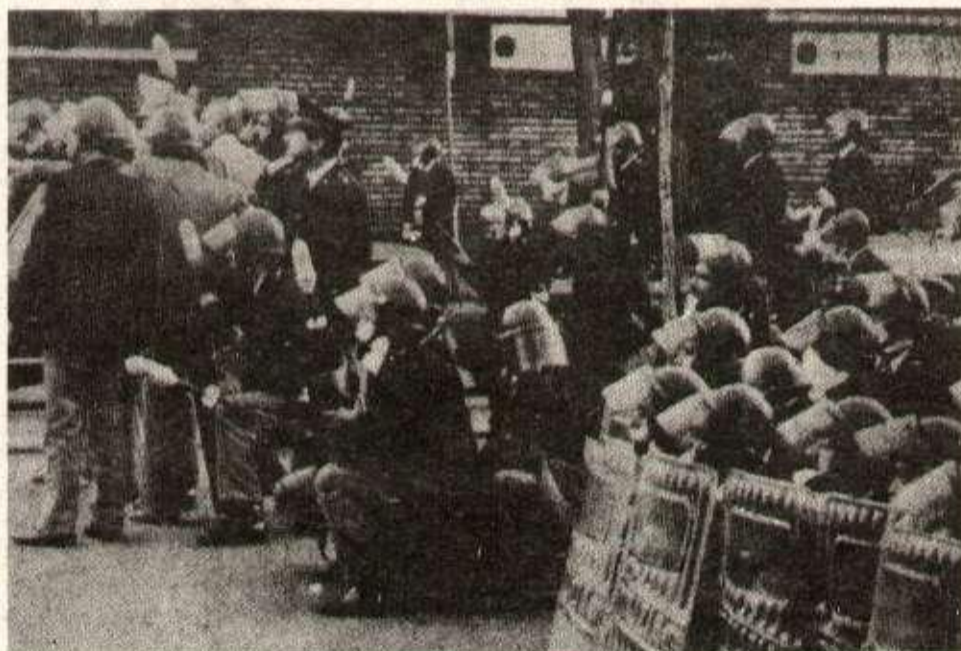
Dans les villes, peu nombreuses, où c'étaient présentées des listes représentatives des travailleurs en lutte et de leur aspiration au socialisme, les communistes révolutionnaires en ont participé ou les ont soutenues. Pour le deuxième tour, ils appellent à refuser de choisir entre bourgeois de droite et de gauche et à voter pour leurs revendications.

ITALIE

APRÈS L'ASSASSINAT POLICIER
DE BOLOGNE

CONTRE LE CHOMAGE ET LA REPRESSION

Manifestations toute la nuit
de samedi à dimanche



Italie : le 5 mars à la faculté de Turin.

Ce sont près de 80 000 manifestants qui se sont réunis, samedi 12 Mars, pour la «journée nationale» des étudiants, venus de toutes les villes d'Italie. Convoquée à l'origine pour protester contre le chômage, la manifestation s'est rapidement transformée en une énorme protestation contre l'assassinat d'un jeune étudiant abattu la veille, vendredi, par la police, au cours d'un affrontement à Boulogne.

Depuis le matin, des milliers de «carabinieri» quadrillaient la ville de Rome. Commencée dans le calme, la manifestation, qui avait été interdite par Andreotti, a tourné à l'affrontement lorsque la police a tenté

d'empêcher les manifestants de se porter vers le siège de la Démocratie Chrétienne, voisin de celui du PCC.

Dans de nombreuses rues, des barricades ont été dressées ; des points d'affrontement se sont formés dans plusieurs quartiers de la ville, notamment le long du Tibre, où la police bloquait les ponts pour empêcher les manifestants de se diriger dans un quartier de Rome où se trouve la garnison.

Suite p.3

ESPAGNE

«Indulto No ! Amnistia !»

Interview
d'une
responsable de
la Commission
pro-amnistie
de Navarre

Voir p.8

LUTTES OUVRIÈRES ET PAYSANNES

Bourges (Bajolet)

LOCK-OUTÉS DEPUIS 3 MOIS... POUR 2 HEURES DE GREVE

Depuis près de trois mois, les travailleurs de l'entreprise Bourge à Bajolet (commune de Forges les Bains dans l'Essonne) sont lock-outés pour avoir observé un arrêt de travail de 2 heures, le 21 décembre dernier. Certains ont été repris par la Direction, mais 28 d'entre eux sont encore considérés comme licenciés pour «faute lourde» (...)

Il est à craindre que, même si la justice se prononce en faveur des travailleurs injustement et abusivement licenciés, la Direction de l'entreprise Bourge refuse la réintégra-

tion, et que de nouveaux procès soient nécessaires (...)

Pour informer l'opinion, ces travailleurs, en majorité immigrés (tunisiens, portugais, espagnols, turcs, yougoslaves), ont rédigé eux-mêmes une plaquette dans laquelle ils décrivent leur situation, leurs conditions de travail, les rapports qu'entretient la direction avec son personnel, leurs conditions de vie également puisqu'étant logés sommairement par leur employeur, ils dépendent encore plus étroitement de son bon vouloir. (...)

section syndicale CGT
comité de soutien

LA LUTTE POUR

NOTRE DIGNITE



bajolet mars 1977

Cette plaquette peut être commandée chez :
J.F. Mougel - 6, rue Rimbaud
91470 - Limours

au tarif suivant (joindre le paiement à toute commandel) :
- moins de 5 exemplaires 7 F franco
- de 5 à 20 exemplaires 6 F franco
- au delà 5,50 F franco

Tanneries françaises réunies :

BEULLAC AUTORISE LES LICENCIEMENTS

On se souvient que la direction départementale de la main d'œuvre de Haute Loire avait refusé la demande de licenciements déposée par la direction des T.F.R. (Tanneries Françaises Réunies). Le ministre du Travail, comme c'est devenu l'habitude depuis déjà quelques temps, vient de casser cette décision et donc, d'autoriser la SNE-TFR à procéder à 102 suppressions d'emplois aux usines du Puy et de Bort-les-Orgues.

Cette décision a provoqué la colère des tanneurs. La réaction n'a pas tardé : dès jeudi matin, les sections syndicales appelaient les travailleurs à se rassembler devant la mairie. Après s'être retrouvés sur le perron de l'hôtel de ville et avoir déplié leurs banderoles, les travailleurs pénétraient dans le hall de l'édifice où ils installaient plusieurs panneaux retraçant leur longue lutte contre le chômage.

Les tanneurs exigèrent que le comité d'établissement se réunisse dans les locaux de la mairie et finalement se retirèrent vers 12 h 45 après avoir été



La riposte n'a pas tardé

assurés que réponse leur serait fournie à 14 h. Comme on pouvait s'y attendre, l'après-midi, la réponse était négative et il était proposé comme solution de remplacement que la réunion se tienne à la bourse du travail. Finalement, c'est à l'usine des

Quatorze-Ponts que se tint la réunion au cours de laquelle étaient confirmés les licenciements : 93 en tout, dont 22 «pré-retraites» au Puy.

Il n'est évidemment pas

question pour les tanneurs d'accepter cette décision. La lutte contre les plans de chômage de la direction des TFR va donc se poursuivre et sans doute connaître un nouvel essor dans les jours et les semaines qui viennent.

En marge du salon de l'agriculture

UNE "SEMAINE AGRICOLE" RICHE DE DEBATS

Pendant le Salon de l'Agriculture et à l'intérieur même de l'enceinte de l'exposition, s'est déroulée la «semaine paysanne», organisée par des élèves de l'Institut National Agronomique et de l'École Vétérinaire de Paris. Il s'agissait d'une série de trois débats qui n'avaient rien à voir avec les

nombreux colloques et autres débats prévus dans le cadre du salon, puisqu'elle abordait des problèmes et s'adressait à des paysans, bien loin des préoccupations des organisateurs de cette grande vitrine capitaliste.

En effet, les trois sujets de débat étaient —l'instal-

lation des jeunes agriculteurs, —le rôle du Crédit Agricole, —les contrats d'intégration et les firmes agrolimentaires.

Plus qu'une participation massive des paysans, c'est la qualité de leurs nombreuses interventions qui fait la richesse de ces débats.

De jeunes paysans montrèrent comment on met un an et plus à chercher à s'installer dans les Côtes-du-Nord, et à surmonter les obstacles : le prix des terres, le statut du fermage, le Crédit Agricole, la SAFER (Société d'Aménagement Foncier et d'équipement rural...)

Des éleveurs, des agriculteurs, un employé du Crédit Agricole, répondirent à un cadre de cette banque présent au débat et qui affirmait que «le Crédit Agricole est au service de l'agriculture et des paysans», montrant la réalité par des témoignages : «Il est un outil du capitalisme au service d'une catégorie de paysans (ceux qui «marquent bien») contre les autres (ceux qui doivent disparaître, les petits), un outil de restructuration de l'agriculture qui d'ailleurs se restructure lui-même (imprimerie, agences de voyage...)»

Des paysans intégrés de diverses régions expliquèrent comment les firmes agro ali-

mentaires, aidées par le Crédit Agricole, s'y prennent pour exploiter leur travail au maximum, pour les voler et les acculer à la ruine.

Tous ces témoignages ne pouvaient être séparés de la nécessité pour les paysans exploités, de s'organiser et de lutter. Les différents comités de défense contre les firmes intégratrices (Sud-Ouest, Franche-Comté, Bretagne...) et des travailleurs de Sanders-Juvisy, ont montré comment c'était possible ; ils ont aussi montré la nécessité de se coordonner ; des contacts ont été pris dans ce sens lors des débats.

Ils ont montré que, non seulement il était nécessaire et possible de lutter, mais qu'il existe une autre solution que celle proposée par le programme commun (améliorer les lois bourgeoises, s'attirer la sympathie des consommateurs...).

Ils ont montré enfin que quand les firmes agrolimentaires, le Crédit Agricole, le pouvoir, reculent devant la volonté des paysans, ce n'est pas grâce aux partis de droite ou de gauche, ni aux syndicats inféodés au pouvoir (comme la plupart des FDSEA et CDJA), mais bien par l'unité des petits paysans menacés par le capitalisme, alliés à la classe ouvrière.

Correspondant

Nouvelles galeries de Lyon-Bron

LA "CONJONCTURE" A BON DOS

Le 1^{er} mars, la direction des Nouvelles Galeries de Lyon-Bron annonçait la suppression des 113 emplois : 32 mises en pré-retraites et la suppression au 30 avril du secteur «restauration-café-terrasse». Pour la direction : «La conjoncture actuelle est la cause de ses difficultés». La «conjoncture actuelle» a bon dos ! Dans un communiqué, les sections syndicales CGT et CFDT rappellent : «Pouvons-nous croire une direction qui disait il y a un an que la diminution des effectifs (moins 118 en 1975) est inévitable pour préserver l'emploi des autres». Le «conjoncture actuelle», c'est surtout la politique de rentabilisation maximum : en 74, les effectifs des Nouvelles

Galeries de Lyon étaient environ de mille personnes, ils sont de 800 aujourd'hui.

L'utilisation de caisses électroniques permet à la direction de connaître heure par heure, le volume des ventes dans chaque secteur et d'adapter strictement le nombre d'employés jugés nécessaires : ainsi, des travailleurs sont embauchés pour 26 ou 30 heures par semaine, pour la demi-journée. La politique de la direction, c'est d'avoir 50% de «temps partiels» dans les magasins. La politique de rentabilisation, se traduit donc pour les employés par une aggravation de leurs conditions de travail, de leurs salaires (1 700 F à l'embauche).

Cette politique ne concerne pas que le magasin de Lyon. Des licenciements ont été annoncés dans d'autres magasins du groupe (Limoges, Clermont-Ferrand) où «l'activité restaurants» doit aussi être arrêtée fin avril ; à St Etienne et à Valence où le secteur alimentation doit être liquidé et à Châteaurox et Bordeaux. Des licenciements sont également annoncés pour la chaîne des «Uniprix».

Pour les sections syndicales, il est clair que ce plan de «redressement» dont parle la direction ressemble beaucoup à un plan de démantèlement. A St Etienne, contre l'annonce de 30 licenciements, après les trois

heures de grève de vendredi dernier, ont fait samedi un quart d'heure d'arrêt en caisse. A Lyon, le 1^{er} mars aussitôt, l'annonce des licenciements vers midi, les travailleurs ont fait grève le reste de la journée.

Les sections syndicales ont exigé une réunion du Comité Central d'Entreprise pour connaître au niveau d'ensemble ces mesures de «redressement». D'autre part, elles ont fait appel à la direction départementale du travail.

De toutes façons, pour s'opposer aux noirs projets de la direction, la lutte, au niveau du groupe tout entier sera nécessaire.

Nathalie

LUTTES OUVRIÈRES

6^e semaine de lutte à BSN rive de Gier

RIBOUD APPLIQUE LE PROGRAMME COMMUN AVANT L'HEURE

Sixième semaine de lutte contre les licenciements pour les 1 000 travailleurs de l'usine B.S.N. de Rives de Gier, dans la Loire ; lutte au cours de laquelle, ils ont commencé à tisser des liens et à forger l'unité avec la population.

Mais, alors que la campagne électorale bat son plein, les militants PCF majoritaires au sein d'une section CGT majoritaire, tentent aujourd'hui de limiter le plus possible cette unité.

Travailler à la construction d'un rapport de force politique, c'est-à-dire rompre l'isolement, rallier les ouvriers des autres usines de la ville, une partie des commerçants à leur cause, tâche essentielle aujourd'hui, c'est pour les travailleurs de la BSN détruire les idées que le patronat local fait circuler sur leur compte. La construction de cette unité a commencé et avec succès.

Un travailleur nous en parle : «Ce n'est pas un hasard si la journée «ville morte» a eu tant de succès ; elle a sanctionné le travail de démythification que nous avons fait. Il y a quinze jours, la population disait : «on vous licencie... mais on vous redonne un travail. Alors, vous en demandez trop !» On est allé voir beaucoup de commerçants, ajoute une ouvrière, on leur a expliqué pourquoi on se battait, que sans grève, on serait obligé de faire nos valises ; la plupart des commerçants ont été étonnés, ils disaient : «Si c'est comme ça, vous avez raison ; c'est vous qui nous faites vivre en plus». Ils ont placardé nos affiches.

Cette unité autour de ceux de BSN, en lutte depuis six semaines, a commencé aussi à se forger sur des bases solides avec les travailleurs d'autres usines et notamment avec la plus importante de la ville, les Acléries Marel où les horaires des 1 800 ouvriers ont été réduits à 32 heures. «Avant, ils ne venaient jamais aux manifestations», nous dira un ouvrier de BSN. Leur participation prouve que la tactique ancestrale du patronat petit et gros de Rive, consistant à diviser les ouvriers (les uns en licenciés, les autres en se «contentant» du chômage partiel) fait long feu. Une chose devient claire : tous sont victimes d'un vaste plan de chômage, les différents aspects par lesquels il se manifeste n'y change rien. La nécessité de faire front et de suite avant qu'il ne soit trop tard, nombre d'ouvriers de petites usines aussi (où jusqu'ici il n'y avait eu aucune implantation syndicale) le comprennent, comme ceux de Sovep Imoules pour verrerie, ceux de Fondurpoix (emballage) qui ont débrayé spontanément : il faut dire

qu'ils travaillent en sous-traitance pour BSN.

Et, ce qui cimentera cette unité naissante autour de BSN, c'est l'aspiration «vivre et travailler au pays», c'est la volonté d'en finir avec cette réalité qui s'amplifie d'année en année, «le spectacle de tous ceux qui chaque matin, prennent le train pour St-Etienne ou Lyon, pour ne revenir que tard le soir ; c'est le refus que «Rive ne devienne rapidement une ville dortoir». Car Rive se meurt : «Les forges, en 53, avaient 950 ouvriers, ils ne sont plus que 350. Les travailleurs licenciés vont quotidiennement chez Berliet. Chez Cegedur, en 47, il y avait 1 000 ouvriers, aujourd'hui, 350...», nous dira un vieux travailleur.

Mais cette unité, le PCF veut la détruire en la remplaçant par une autre... au service des couches moyennes qu'il ne faut pas effrayer : il s'est opposé en conséquence à l'organisation d'une journée «portes ouvertes» hier, le jour des élections. Il faut dire qu'il se moque bien des exigences des travailleurs, lui qui propose «pas de licenciement sans reclassement», autrement dit l'exode.

C'est ce que propose aussi Riboud, le patron de BSN, qui l'autre jour en tant que patron de gauche, s'est dit que, ma foi, il n'était jamais bon de remettre à plus tard ce que l'on pouvait faire cette année même, à savoir appliquer le programme commun. «Riboud, nous dira un ouvrier, est arrivé avec cette fameuse page du «Programme Commun» où il est stipulé «pas de licenciement sans reclassement» et il a dit «appliquons».

Pour certains militants du PCF, il «triche» : «Il oublie la garantie de salaire, notre refus des primes de mobilité, notre exigence de travailler à la BSN». En fait, Riboud n'oublie rien, il ne fait qu'appliquer strictement le programme commun. Comme il le dit lui-même : «La baisse du salaire ? C'est logique, à partir du moment où vous allez dans une autre usine, vous changez de convention collective» !

Voilà qui amène de nom-

breuses questions chez les travailleurs, d'autant plus quand un militant du PS, l'autre jour, nous parlera des projets de la gauche : «Les revendications ? Il y aura un redressement économique à faire. Ça ne sera pas le moment de trop demander». Redresser l'économie capitaliste en crise sur le dos des travailleurs ? Un certain nombre de militants CFDT et même certains membres du PS se rendent de plus en plus compte que tel est le projet du PS. Mais la question qui semble la plus débattue, au cours de la lutte, est bien celle-là : comment s'opposer à ces projets après 78 ? Car pour plusieurs d'entre eux, à juste titre, «on aura beaucoup plus de difficultés pour mener la lutte alors, du fait que les décisions qui seront prises au niveau du pouvoir, on sera plus ou moins obligés des faire passer», ceux qui refuseront, se voyant taxer de faire le jeu de la droite, à l'évidence.

«Et puis, prenons le cas

des syndicats : il faut reconnaître qu'il y a un certain attentisme de leur part... Ils espèrent beaucoup des élections. Il y aura aussi un certain freinage notamment de la CGT. L'unité d'action sera moins facile ; les luttes en conséquence seront moins vigoureuses et importantes de ce fait».

Si certaines illusions existent sur le fait «que l'engagement de certains dirigeants CFDT à titre personnel, au PS n'a pas de grande incidence sur l'action du syndicat» et n'en aura pas (illusions quand on sait la chasse aux sorcières à laquelle se livre le PS dans la CFDT, quand on sait que

Maire a clairement dit qu'en cas d'arrivée de la gauche au pouvoir, «il faudra éviter la surenchère gauchiste», c'est tout de suite qu'il faut se préparer à cette éventualité en renforçant les sections syndicales de base et surtout «en sauvegardant notre indépendance».

Richard FEUILLET

Le piquet de grève



Dans les Deux Sèvres

REPRISE ABUSIVE D'UNE FERME

Un des problèmes-clés en agriculture est celui du foncier. Pour un fermier, c'est d'obtenir l'assurance de pouvoir continuer, sa vie durant, à cultiver la terre sur laquelle il est installé.

Au cumul de terres des paysans capitalistes s'ajoute la spéculation foncière des particuliers sur les terrains à bâtir, ou pour l'usage de l'État, (aérodrome - terrains militaires). Cela prive les paysans de leur outil de travail : la terre.

De nombreuses luttes se sont développées, dans lesquelles les fermiers étaient soutenus par les Paysans-Tra-

vailleurs, telles celles de Mésanger et de Cheix-en-Retz, en Loire-Atlantique. Plusieurs années durant, les paysans ont apporté et continuent à apporter leur soutien aux familles de paysans menacées d'expulsion.

A St Masuré dans les Deux-Sèvres, une famille lutte contre la reprise abusive de la ferme par un propriétaire.

A la faveur du départ en retraite du père de Jacques Baudin, le propriétaire qui vit de ses rentes prétendait reprendre la ferme et chasser un vieux travailleur en retraite et son fils qui veut s'installer.

certaines de ses adhérents convoitent des terres qui agrandiraient leurs exploitations.

La détermination de ce paysan à rester sur sa terre est exemplaire. Pour la briser, le propriétaire cherche à démembrer la ferme ; passant outre l'avis du «tribunal des baux ruraux» qui régissent les échanges entre propriétaires et fermiers, il a vendu comme terrain à bâtir une pièce de terre contiguë aux bâtiments d'exploitation.

Cette nouvelle provocation à laquelle le fermier a riposté, lui a valu de nouvelles amendes et quinze jours de prison avec sursis.

Le soutien à ce jeune travailleur s'organise, car, l'injustice faite à ce paysan est celle de la classe bourgeoise, de ce propriétaire qui possède trois fermes qu'il n'a jamais travaillées.

La lutte de Jacques et de sa famille est celle de ceux qui n'ont d'autres ressources que de se battre pour garder leur emploi.

Corr. Deux-Sèvres

bre 1971, alors que le fils allait prendre la ferme à son compte.

Jugement confirmé en appel, le propriétaire recevant en outre 500 F à titre de dommages et intérêts.

Las de voir que la justice bourgeoise était systématiquement du côté des propriétaires, le jeune fermier arrêtait toute procédure et prenait la résolution de rester dans les lieux.

Dès lors, c'est la guérilla avec le propriétaire. Celui-ci prétend de ses droits de «seigneur et maître des lieux» pour refuser l'installation du té-

léphone dans la ferme. L'administration des PTT ayant passé outre, un procès scandaleux condamne le fermier à 10 000 F de dommages et intérêts au profit du propriétaire, ainsi qu'à 50 000 F pour occupation des lieux.

La mobilisation du syndicat-croupion de la bourgeoisie, la FDSEA, est nulle ; seule la section des «fermiers et métayers» du département et surtout les Paysans-Travailleurs soutiennent.

La FDSEA au contraire est du côté de ceux qui souhaitent la disparition de ce petit fermier ;

INFORMATIONS GÉNÉRALES

Les projets d'Haby pour les jeunes

Savoir bricoler et connaître St François d'Assise

On ne sait pas ce qui l'emporte du mépris des jeunes ou de la bêtise dans la brochure qui va être publiée cette semaine par le ministre de l'éducation nationale et qui doit servir de guide aux enseignants jusqu'à la classe de 3ème. Une équipe de «professeurs» c'est d'abord penché sur le portrait de «l'élève moyen» du collège aujourd'hui.

Voilà ce que ça donne : «Ils lisent des bandes dessinées, quelques magazines, et, plus difficilement, un bon roman policier ou de science fiction. Ils ne connaissent des richesses artistiques de leur région que ce qu'un professeur a pu leur montrer».

En un mot, ils ne sont pas très malins, et bien sûr l'enseignement qu'ils ont reçu jusque là n'est pour rien là-dedans !

En partant de ces considérations, il faut en faire des «hommes», c'est à dire : «Avoir une prononciation correcte, rédiger

une lettre, calculer leur revenu imposable, utiliser un mode d'emploi, assurer l'entretien courant des appareils ménagers, coller, clouer, couper et coudre des étoffes, etc...»

Donc connaître suffisamment de choses pour ne pas avoir une trop longue période d'adaptation dans une usine, comme OS, car bien sur ces mesures ne sont pas destinées aux fils de la bourgeoisie qu'on destine «aux études». Mais peut-être s'agit-il là d'une mauvaise querelle, puisque Haby veut donner aux jeunes, à tous les jeunes une culture de base.

Par exemple «Situer les grands faits de civilisation (l'Égypte antique, la Grèce, Rome, mais aussi Mahomet, Saint-François d'Assise, révolutions anglaises, etc...».

Des jeunes OS qualifiés, avec en plus quelques rudiments de culture bourgeoise, voilà ce que voudrait Haby !

Forte hausse du sucre à prévoir

Les variations (en hausse) du prix du café continuent, et tout montre maintenant qu'il s'agit de l'action de spéculateurs, au niveau international, qui en est responsable. Il en est de même pour le cacao. Pour faire face à ces hausses, la bourse de Londres vient de modifier son règlement. Auparavant, quand un spéculateur achetait un lot de dix tonnes de cacao, il devait verser un «cautionnement» de 1000 livres. Dorénavant, le cautionnement passe à 10 000 livres. Les responsables de la bourse de Londres espèrent ainsi dissuader les spéculateurs, et d'après les chiffres de vendredi, ils semblent y parvenir. Ce qui ne fera certainement pas baisser le prix du cacao ou du café pour les consommateurs. Par contre, ceux qui trouvent excessif ce cautionnement, se reportent maintenant vers le sucre, dont la demande augmente, surtout après l'interdiction de la saccharine aux USA. Alors, allons-nous assister à une hausse démesurée du sucre après celle du café ?

Les référés pour les mal logés du Marais

Mardi prochain, les familles mal logées du Marais comparaitront devant le tribunal des référés (au palais de Justice de Paris) pour occupation «illégitime» de logements. La Régie Immobilière de la Ville de Paris (c'est-à-dire les banques de Suez et Paribas) ont décidé d'attaquer en justice les cinq familles qui occupent avec leurs dix neuf enfants des logements laissés vides par la Ville de Paris. Certaines de ces familles, inscrites depuis des années pourtant au fichier des mal logés, vivaient à 7 dans huit mètres carrés. La RIVP rêve de récupérer ces logements pour les démolir et construire à leur place des immeubles moins solides, mais qui rapporteront gros à la RIVP. En jugeant les cinq familles, les promoteurs capitalistes s'attaquent aux 7 000 familles de mal logés du Marais. Mardi prochain, soutenons les familles du Marais !

Intercomité du Marais - TEL : 277 89 71

Affaire Spaggiari

COMPLICITÉ ET COMPLAISANCE

Nous avons déjà souligné que l'évasion de Spaggiari n'a pu s'effectuer que grâce à un réseau serré de complicités qui probablement dépassent les limites de la seule pègre. Pendant que Poniatowski fait mine de se démenner en envoyant ses flics sur les lieux, la presse bourgeoise tente de présenter le truand fasciste, le militant d'extrême-droite et l'ancien baroudeur d'Indochine comme un ange dont le seul tort serait d'avoir des ailes...

Rusé, facétieux, sympathique, tels sont les adjectifs dont elle affuble

celui qu'elle veut faire passer pour un nouveau «Arsène Lupin». Le «journal du Dimanche» est débordant d'admiration et de sympathie pour Spaggiari sous le titre : «Avez-vous vu Spaggiari ? Les policiers sont écœurés, le ministre de l'intérieur furieux, les Niçois rigolent». On peut lire : «Soudain, c'est l'exploit : il casse les 350 coffres de la Société Générale «sans arme, sans violence, et sans haine... «Ce n'est pas un violent Spaggiari. Chez lui, il y a des fusils et des mitraillettes ainsi que des stocks de munitions. C'est le folklore d'un ancien d'Indochine. «Les armes ne servaient

jamais» disait sa femme. «Albert déteste le sang. C'est au point tel que pour manger un poulet de l'élevage, je dois le faire tuer par quelqu'un du village». L'article finit par les mots suivants : «On commence à comprendre la sympathie amusée des Niçois pour l'extravagant monte en l'air de leurs égouts !»

Mais à qui donc est-il utile que soit ainsi «gon-

flée» la personnalité du petit truand brun, sinon aux véritables organisateurs du scandale politico-policier qui espèrent ainsi se camoufler derrière ? Et quelles caisses les milliards envoyés de la Société Générale sont-ils venus miraculeusement renflouer ? Des questions qui resteront sans nul doute sans réponse malgré l'armée de policiers qui quadrillent la ville de Jacques Médecin.

PETITE CHRONIQUE NIÇOISE DES ACTIONS FASCISTES

On assiste à un regain d'actions de commandos fascistes à Nice. La tenue des élections municipales est-elle une simple coïncidence ?

● Fin janvier, à trois reprises (lundi 24, mardi 25, vendredi 28), un commando fasciste est présent au restaurant universitaire de la faculté des sciences, il est commandé par un individu étranger à l'université, armé d'un couteau. Malgré ses provocations (affiches déchirées, menaces), ça ne dépasse pas la bousculade.

● Vendredi 28 janvier, vers deux heures du matin, un militant de l'Union Générale des Étudiants Tunisiens peignait des mots d'ordre sur un mur proche du consulat tunisien. Surpris par des gardiens du consulat, il s'est sauvé, et trois gardiens sont sortis et l'ont poursuivi à mobylette. L'un d'eux, Ali Kouci, a tiré sur lui cinq balles de revolver dont la dernière l'a atteint, en lui traversant le ventre : atteint de dos, à plusieurs centaines de mètres du Consulat. Grièvement blessé, il a dû être opéré. Son agresseur a été interrogé par la police mais laissé en liberté. Il faut ajouter qu'un autre militant de l'UGET a été écrasé par une voiture le 3 février au soir, et très grièvement blessé, à la sortie d'une réunion de préparation à un meeting anti-impérialiste. Il peut s'agir d'un véritable accident, mais certains éléments font penser à un attentat.

● Jeudi 24 février, il y a eu diffusion d'un tract progressiste à la sortie du lycée d'Estienne d'Orves, où l'on sait qu'il existe un cercle Pinochet parmi les élèves. Il n'y a pas eu d'incidents, malgré une tentative d'intimidation par les élèves fascistes, armés de barres de fer (qui se trouvaient à l'intérieur du lycée). Mais il faut souligner l'attitude de la police à cette occasion : les policiers sont arrivés sur les lieux sur l'appel du proviseur et les fascistes leur ont communiqué des numéros de voitures, un avis de recherche a été lancé et la ville quadrillée, si bien qu'en une heure et demie deux voitures ont été arrêtées.

Les policiers essayent de faire endosser cette attaque par les deux occupants de la voiture : ils usent d'intimidations, menaces d'inculpation, menaces physiques au commissariat de Saint-Augustin, fouilles systématiques et cinq heures de garde à vue en tout. Pendant ce temps les deux voitures fascistes d'où sont partis les deux cocktails, qui ont par la suite été lancés au restaurant de la Faculté de lettres, courent toujours alors qu'elles ont été identifiées immédiatement.

● Le lendemain 25 février, les fascistes tiennent une table de presse au restaurant universitaire des Lettres. Ils sont obligés de partir sous la pression d'une trentaine d'étudiants. La veille, une assemblée générale d'étudiants avait décidé d'interdire l'accès du restaurant aux fascistes, une nouvelle AG décide la création d'un comité de vigilance.

● Le lundi 28 février, il y a une vingtaine de fascistes armés au restaurant universitaire, et au moins cent cinquante étudiants réagissent et les contraignent à partir... sous la protection de la police arrivée sur les lieux, qui montre ainsi sa collusion avec les fascistes. Ils sont venus les protéger sur ordre d'instances supérieures (mairie ou préfecture, en tout cas une instance au dessus du commissariat).

● Le mardi 1^{er} mars un tract anti-fasciste est diffusé au restaurant universitaire de la faculté des Lettres. Arrivent 25 fascistes environ, qui diffusent également un tract. Pendant une vingtaine de minutes, les deux diffusions se poursuivent sans incident. Les anti-fascistes appellent les étudiants à se regrouper autour des diffuseurs du tract. A ce moment-là, les fascistes chargent soudainement, repoussant les étudiants anti-fascistes à l'intérieur de la cafétéria du restaurant. Ils sont armés de barres de fer, de couteaux, de fléaux et de fumigènes. Les étudiants qui diffusaient le tract anti-fasciste se regroupent alors sur l'escalier qui descend de la salle du restaurant au premier étage (au dessus de la cafétéria), ils sont une vingtaine. Deux cents à trois cents étudiants se regroupent effectivement devant l'entrée en criant : «Les fascistes dehors».

La police interpelle cinq fascistes et deux étudiants anti-fascistes, il y a plusieurs blessés, dont deux étudiants par des coups de couteaux. Le chef du commando figure parmi les interpellés.

Les deux camarades interpellés seront gardés à vue pendant 26 heures, de même que les fascistes. Ils sont fouillés dans le car et non les fascistes. L'un des deux est accusé de port d'armes par destination, alors que la fouille s'est avérée nulle. Sous l'œil bienveillant des policiers les fascistes profèrent des menaces de mort contre eux.

(à suivre)



A l'académie nationale des sciences

3 SAVANTS AMÉRICAINS DÉNONCENT LES MANIPULATIONS GÉNÉTIQUES

Trois scientifiques américains appellent à arrêter «la mise au point de nouvelles formes de vie» qui représentent «une menace pour les générations futures». Ils voient se profiler derrière les expérimentations actuelles le départ d'une véritable «ingénierie génétique» lourde de menaces. Les trois savants ont fait ces déclarations mercredi dernier dans un forum public à l'Académie Nationale des Sciences.

L'un des trois scientifiques, le Dr Ethan Signer du Massachusetts Institut of Technology estime que les manipulations «auraient dû être restreintes à deux ou trois laboratoires bien protégés mais que le mieux serait d'arrêter ces expériences».

Aux USA, les protestations se multiplient contre les manipulations génétiques. On se souvient de la conférence d'Asilomar (Californie), des protestations qui sont parties de Cambridge, de San Diego, des universités du Michigan et de Princeton. Suite à ces protestations le sous-comité à la Santé du Congrès a décidé de planifier des auditions à ce sujet.

Les Dr Signer, John Beckwith et George Wald (de Harvard) estiment que la poursuite des manipulations génétiques «amène plus de dangers que de possibilités d'obtenir un quelconque résultat».

INFORMATIONS GÉNÉRALES

Salon des arts ménagers

«ESSAYER DE VENDRE MALGRE LA CRISE»

Le salon 77 des arts ménagers fermera ses portes aujourd'hui à 19 h. Il n'aura duré cette année que six jours au lieu de 12, ceci sans aucune explication officielle des organisateurs : «Les organisateurs, après consultation des exposants, ont décidé de réduire... la durée de l'ouverture au public de la prochaine manifestation...»

La tenue d'un tel salon, qui rassemble sur cinq étages formés de triangles concentriques «un choix varié et objectif» qui va de l'appareillage électroménager, du mobilier de cuisine, aux produits alimentaires, ne se justifie plus comme il se justifiait dans les années 50 et 60. Les grandes surfaces proposent maintenant à longueur d'année un échantillonnage varié, et de plus les possibilités d'achat ou de changement d'appareils se trouvent limitées de par la crise. C'est là une des raisons des dimensions limitées de ce salon. Les exposants, ayant prévu les maigres bénéfices qu'ils en tiraient, ont «limité les frais».

VENDRE A TOUT PRIX

«Un salon fait pour informer, et non pour vendre», selon les organisateurs. Pour cela, «soulignons que les constructeurs d'appareils ménagers ont pris l'initiative de remplacer leurs vendeurs-démonstrateurs, quelquefois trop motivés par un intérêt commercial évident, par des collaborateurs techniquement qualifiés et spécialement formés pour pouvoir répondre aux questions des visiteurs».

Par ce biais de «l'information», les commerçants essayaient ainsi de pallier les effets de la crise. Un autre moyen : souligner la qualité des produits présentés, au besoin en présentant leurs limites. Par exemple une machine à laver la vaisselle ressemblant aux boules à laver le linge, d'aspect encore plus fragile «tout en plastic» est présentée comme «maniaque, économique» (il en coûte tout de même près de 500 F), mais «avec un inconvénient» : «Si vous n'avez pas un cumulus suffisamment puissant, c'est-à-dire ayant 1,8 kg de pression d'eau chaude, je vous la déconseille...»

Malgré les affirmations des organisateurs, les sourires aguichants, puis crispés, ils essayaient de vendre «à tout prix». Les informations verbales sont abondantes, mais très peu de prospectus sont donnés, et seulement aux acheteurs qui

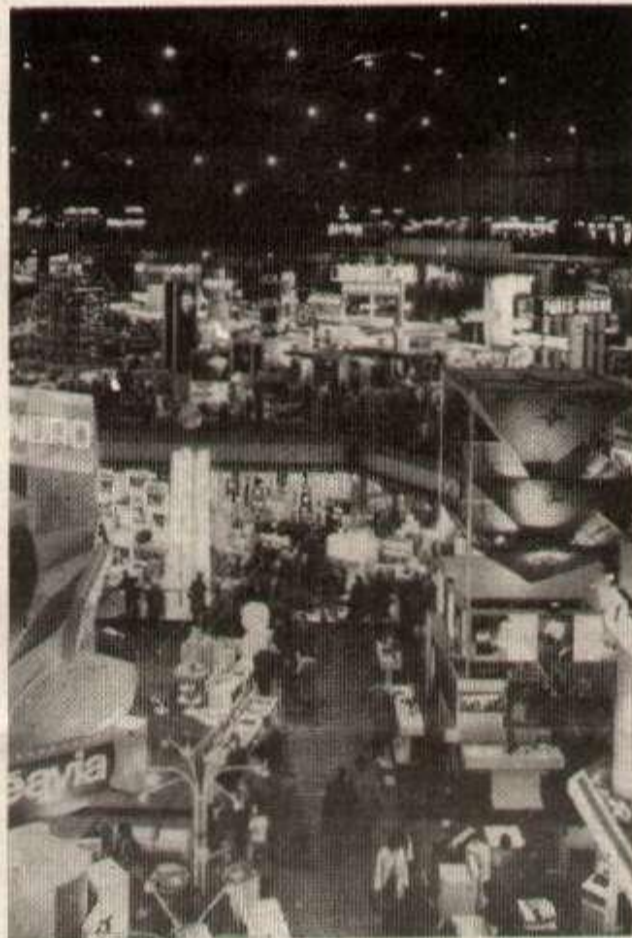
paraissent «très intéressés».

Le client est «roi» on le lui répète, il n'est pas forcé d'acheter, mais s'il prend une option, ou s'il paie «comptant» on lui fait une sérieuse ristourne de cinq à vingt pour cent ! Ainsi, chez Phildar marchand de machines à coudre et à tricoter (de 740 à plus de 2 500 F) on fête le trentième anniversaire en proposant une réduction de 20 %. Les machines, mêmes perfectionnées et automatisées ont du mal à se vendre à ces prix, malgré un intérêt certain des familles populaires qui essaient les points de jacquard, les dessins...

Le marchand explique l'intérêt de prendre une option en signant un papier d'engagement de vente pendant le salon, «vous avez ensuite jusqu'au 31 mars pour réfléchir et profiter des 20 %. Si vous ne vous signalez pas, avant cette date, tout est annulé».

Malgré toutes «ces facilités de paiement», les clients sont rares. Même au rayon produits alimentaires : des produits très chers comme ces vins de Bordeaux bradés à 75 francs les trois bouteilles, ou ces camemberts du pays d'Auge dont l'éventail va de 8,50 F pour la marque «Le petit» à 13,50 F pour le «Livarot !»

Un salon de crise qui a été boudé même par la presse officielle : une exposante en machines à coudre nous a confié : «Les ventes sont très rares cette année, ce qui n'a rien d'étonnant lorsqu'on voit la «publicité» faite par la radio».



«ON EST VENU POUR VOIR»

«On est enfin sorti» ! avec un soupir de soulagement et de satisfaction, car il est aussi difficile de trouver l'entrée que la sortie du dédale de la défense, un couple âgé nous raconte pourquoi il est venu au salon : «On est venu pour s'informer, pour voir les nouveautés, pas pour acheter, nous n'avons pas les moyens ni l'envie de changer notre réfrigérateur qui dure depuis 20 ans contre une marque «à la mode» qui sera bonne pour la casse d'ici 5 ans». «J'étais venue pour voir plusieurs marques de machine à coudre et éviter de faire plusieurs magasins. Je suis déçue, elles sont trop chères, jamais je n'arriverai à amortir le prix d'une machine automatique de 2 000 F».

LES ÉCONOMIES D'ÉNERGIE AU STAND DE L'EDF

Au rez de chaussée du salon, le stand central, dominant tous les autres de ses néons insolents le stand de l'EDF est encadré de celui du Gaz de France et de celui du Secrétariat d'État à la Consommation, c'est à dire, «L'administration au service des consommateurs».

L'accent est mis sur «les économies d'énergie». Dès l'entrée des demoiselles au tee-shirt estampillé «agence pour les économies d'énergie» proposent des questionnaires à remplir : «pour mieux connaître vos besoins en information pour que

vous procédiez à de tels achats dans de meilleures conditions».

Pour mieux guider l'acheteur, l'EDF met à sa disposition des informateurs qui renseignent sur les appareils et surtout les possibilités du «tout électrique», «bien moins polluant» et va même jusqu'à vendre un «guide de l'acheteur, pour l'équipement ménager 1977».

Le stand de l'EDF n'est qu'une illustration des moyens mis en œuvre pour trouver de nouvelles façons de dépenser de l'énergie,

ceci en faisant marcher le commerce, et le programme électronucléaire.

Un autre exemple, des «économies d'énergie» : les «cocottes minute» se vendent moins bien. Les fabricants ont vu là une occasion de retrouver un créneau de vente et proposant à partir de 330 francs des modèles de «mijoteuses»... électriques bien sûr, qui cuisent à petit feu sur huit ou douze heures.

Des «économies» d'énergie, mais à condition d'y mettre le prix et de changer d'appareil...

«Aujourd'hui madame» à la télévision

LE VRAI VISAGE DE LA CRISE

La crise, qu'est-ce que c'est ? L'émission «Aujourd'hui madame», à la télévision, en dévoilait l'autre jour un aspect saisissant. Des femmes étaient interrogées, et racontaient simplement leur histoire. L'une : son mari, au chômage, s'est mis à boire ; la voici seule, avec ses sept enfants, avec pour seules ressources les allocations familiales. Une autre, vendeuse, au chômage depuis onze mois. Elle a gardé le manteau «présentant bien», uniforme en quelque sorte de son métier. Mais, les allocations commençant à ne plus suffire, c'est la question même de manger qui commence à se poser, au long de ces journées passées à errer dans les rues, de magasin en magasin, à la recherche des affichettes : «on embauche». Celle-ci, de Bourg-de-Péage, cité du chômage où Rhône-Poulenc ferme les portes de son usine textile, se demande avec angoisse comment nourrir ses enfants.

La détresse se lit sur tous les visages qui, luttant courageusement pour faire face, se nouent comme malgré eux dans les larmes. Seule, une femme de cadre, qui a eu accès à un stage de recyclage, péroré et joue les moralisatrices : les clivages

de classe, ici, sont totalement à nu.

Une fille de treize ans : sa mère, pour échapper au chômage fait maintenant le nettoyage de nuit à la SNCF. La voilà avec ses frères et sœurs, plus petits, pratiquement à sa charge. Elle est en quatrième, et elle rêve d'avenir : devenir psychiatre, en travaillant, «après son bac». Projet qui, encore de façon floue, exprime une révolte et une détermination : elle veut, dit-elle, comprendre la société, pour la changer.

Cette exigence ressort nettement de tout ce qui a été dit, montré : le dénuement total, l'angoisse du lendemain redoublée par les dettes qui s'accumulent, la saisie qui laisse la maison vide, l'expulsion jetant brutalement à la rue des familles dont le seul tort est de ne plus trouver à vendre leur force de travail. Et, régulièrement, le témoignage non moins accablant sur les services de charité publique, les assistantes sociales qui vous invitent à attendre, la justice qui, deux années après, ne s'est pas encore prononcée sur un licenciement.

Il faut en finir, impérativement.

A Rouen

FIN DE LA GRÈVE AU C.H.R.

A l'issue d'une Assemblée Générale du personnel, passionnée, la grève du zèle commencée depuis plus d'une semaine a été interrompue. Dès le début de l'AG, la CGT qui jusqu'alors avait suivi le mouvement à contre-cœur (elle n'était pas d'accord sur les modalités de lutte) déclarait : «Cette lutte est une lutte juste, mais malheureusement, nous sommes en campagne électorale. D'autre part, on ne doit pas imposer la lutte si les gens ne veulent pas suivre le mouvement».

Puis la CFDT, après avoir rappelé les promesses faites par la direction (d'embaucher 150 infirmières et 253 postes toutes catégories) affirma que c'était la première grève de cette sorte, que des personnes

avaient tendance à freiner le mouvement, qu'elles n'arrachaient pas les cartons des ordonnances qui permettaient de rendre gratuit les soins...

Face à cela, l'AG réagit vivement en répondant : «Nous ne devons pas arrêter le mouvement en plein essor. La direction recule ses promesses, nous ne devons pas céder à des promesses !»

Le comité de grève souligna tout de même que, par manque d'information, plusieurs services n'avaient pu suivre le mouvement et proposa de continuer la lutte sous d'autres formes, en lançant des cahiers de revendications et en mettant sur pied un comité de vigilance.

Correspondant Rouen



Après les municipales

QUAND LA MAJORITE EVOQUE LA CRISE PARLEMENTAIRE

Déjà, le petit monde de la «majorité», qui va compter les points au soir du premier tour, reporte plus loin ses préoccupations : il pense au 2 avril, jour de l'ouverture de la session parlementaire.

L'assemblée nationale ira-t-elle au bout de son

C'est Barre qui affirme : «S'il y avait des élections anticipées, je pense qu'elles ne pourraient être provoquées que par monsieur Chirac et par le RPR». C'est Monod, secrétaire général du RPR, qui fait immédiatement savoir, en réponse, que son mouvement «ne prendra pas la responsabilité de favoriser ou d'ouvrir une crise gouvernementale. Il est tout à fait hors de question que, si les options principales de la majorité sont défendues par le gouvernement comme elles l'ont été jusqu'à présent, il y ait le moindre risque de la part du RPR ou de son président».

PARLEMENT EUROPEEN : L'OCCASION POSSIBLE

Cependant, peu auparavant, une escarmouche avait donné une idée de l'interprétation diverse, selon les circonstances, que pourrait recevoir la formule des

«options principales». Chirac, dans la revue «L'Aspècle», avait écrit au sujet de l'élection au suffrage universel du parlement européen : «Le véritable débat sur le projet ne pourra s'ouvrir que lorsque les conditions prévues par le traité de Rome auront été préalablement remplies, notamment en ce qui concerne les modalités de l'élection au suffrage universel direct de l'assemblée». Autrement dit, il se réservait la possibilité de s'opposer à l'adoption immédiate du projet par l'assemblée nationale française. C'est une occasion que pourrait prendre Giscard pour estimer que la majorité étant divisée, le parlement devient ingouvernable, et doit être dissous.

OBSTACLES A LA DISSOLUTION

Cette dissolution éventuelle connaît cependant des

mandat ? La question, qui a opposé Giscard et Chirac l'été dernier, est à nouveau sur le tapis. Des deux côtés, on commence à prendre des positions, à faire des déclarations, sur une possible dissolution de la chambre, sur l'ouverture d'une

crise. L'un, constitutionnel : si l'assemblée était dissoute, celle qui serait élue à sa place ne pourrait plus l'être avant un an : risque important pour Giscard, dans le cas d'un parlement à majorité de gauche, si ses projets d'alliance avec tout ou partie du PS se réalisaient mal. D'autre part, ni l'une, ni l'autre des fractions de la «majorité» ne veut avoir l'air d'être responsable d'une crise. Déjà, la question des responsabilités dans la rupture de l'unité pour l'élection du maire de Paris a donné lieu à toute une série de manœuvres, visant de part et d'autre à les rejeter sur l'adversaire.

FACTEURS ECONOMIQUES

Cependant, l'évolution de la situation économique viendra nécessairement interférer. Si l'échec du plan

Barre se confirme, il deviendra difficile, à la rentrée, de prolonger de six mois l'incertitude politique, facteur de «morosité» dans le patronat. A ce moment, les pressions pourraient s'accroître en faveur d'une dissolution lors de la session d'automne du parlement, ou même à la fin de la session de printemps.

Une chose, en tout cas, est claire : en 76 et 77, les deux dernières années que doit normalement vivre cette législature, le parlement élu en 73 aura en permanence vécu dans une sorte de sursis, la question de sa dissolution dominant en permanence la scène politique.

Ni plus ni moins que n'importe quelle assemblée de la quatrième république.

Jean LERMET

Nombreux incidents avant le vote

LA FIN (PROVISOIRE) D'UNE CAMPAGNE MUSCLÉE

Les hôpitaux parisiens ont vu arriver, dans la nuit de vendredi à samedi, un certain nombre de «victimes» du dernier jour de la campagne électorale. La nuit a en effet été chaude, et de nombreuses bagarres ont eu lieu ainsi dans le 12^e, un affrontement entre les chiraquiens et les partisans de d'Ornano-Benouville, à l'issue de quoi le RPR sur le carreau ; chose curieuse, un brigadier de police a lui aussi été blessé : il passait par là et aurait tenté de s'interposer... Dans le 5^e, c'est le PS et les RI qui se sont trouvés face à face. «En tentant de dégager son véhicule», un colleur RI a renversé un journaliste. A Yerres, dans l'essonne, une bombe a explosé devant le domicile d'un conseiller municipal socialiste. A Fontenay sous-bois, ce sont deux supporters de la liste de droite qui ont été assommés à coup de gourdin : ils gardaient les affiches collées dans la nuit. Il n'y a d'ailleurs pas que dans la région parisienne que les incidents se sont produits. Ainsi, à Draguignan, c'est devant le commissariat que se sont affrontés militants de droite et de gauche, tandis qu'à Marseille un candidat de la

liste Defferre s'est fait assommer. A Lille, on semble à la fois les truands participent à leur manière à la campagne, du fait d'une sombre histoire de proxénétisme où serait mêlée des personnalités, deux permanences de Ségard ont vu leurs vitres voler en éclat à coup de pavés.

A ces bagarres, il faut ajouter les procédures judiciaires, qui sont aussi un moyen de faire «rebondir» la campagne au dernier moment : il y avait déjà l'affaire Giroud, et à Nancy Coulais, le candidat giscardien, a déposé une plainte de dernière minute contre Martin le maire sortant, pour faux et usage de faux. Martin se servait d'une lettre de soutien à Poher, datée de novembre 76, et qui n'aurait rien à voir avec ces élections. Le fait qu'au dernier moment également le RPR a apporté son soutien total à Martin n'est certainement pas étranger à cette dernière action.

Décidément, les candidats bourgeois auront jusqu'au bout appliqué le principe «calomniez, il en restera toujours quelque chose», un quelque chose qui animera la campagne pour le deuxième tour.

ILS ONT DÉCLARÉ

Norbert Ségard : «L'influence socialo-communiste a perdu énormément. Le combat peut se faire au deuxième tour. Les voix écologistes sont des voix sur lesquelles je peux compter».

Pierre Mauroy : «Très beau succès pour notre liste. Monsieur Ségard fait le plus mauvais score de la droite depuis vingt ans. Les candidats de la liste écologistes ont précisé qu'ils participeraient au combat de la gauche au deuxième tour».

Gaston Defferre : «Très grande victoire. S'il y avait eu des listes d'union de la gauche, il y aurait eu danger dans deux secteurs. La tactique que j'ai choisie est la meilleure. Sept élus du PCF seront présents au Conseil Municipal, ce n'est pas beaucoup, mais ce sont les électeurs qui ont décidé. J'ai renforcé le PS, j'ai battu la droite, j'ai rompu avec les centristes. C'est assez remarquable».

Chirac : «Je suis frappé que la plupart des commentateurs parlent d'une poussée de la gauche. C'est vrai. Je pense que c'est surtout dû plus à une faiblesse de la majorité qu'à une véritable force de la gauche. Il y a eu flottement dans la majorité, c'est l'origine des hésitations

dans un certain nombre de villes. Lorsqu'on désigne réellement l'adversaire, lorsqu'on agit avec détermination, la majorité résiste. Pour 78, plus que jamais, il est indispensable de redonner confiance à cette majorité. C'est le combat que j'ai mené. Je le poursuivrai».

DERNIERE CARTE ?

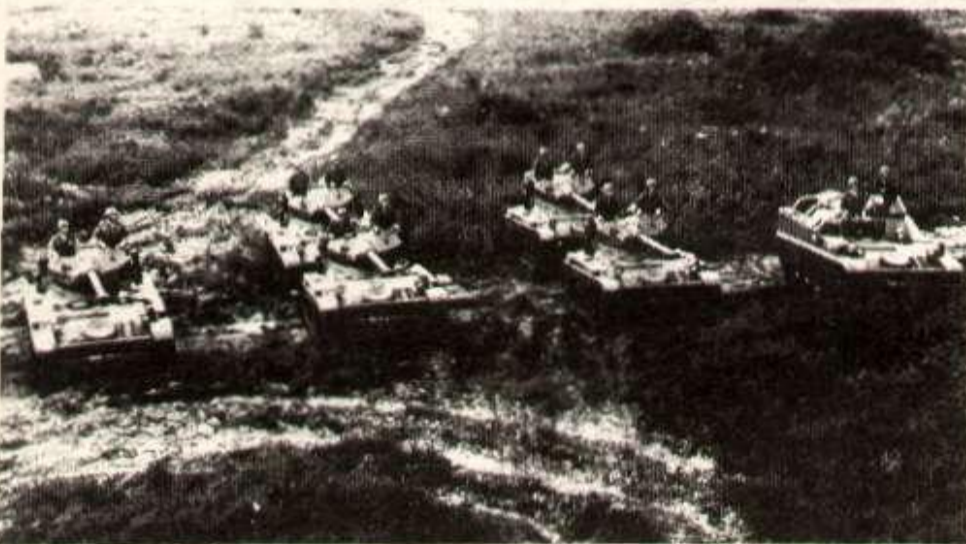
La seule sortie de Mitterrand à Paris, il l'aura faite dans le 2^e arrondissement, là où se présente son ami Dayan. Sortie bien orchestrée puisqu'un grand nombre de «sympathisants» étaient sur place pour accueillir le secrétaire du PS. Du coup, l'idée d'une candidature Dayan à la mairie de Paris commence à faire son chemin.

CHIRAC A VOTÉ

Les quatre candidats maire à Paris ont voté dès ce matin : d'Ornano, candidat dans le 18^e, a voté dans un arrondissement où il est plus à l'aise : le 16^e. Chirac, lui, a voté par procuration à... Eglesons, dans la Corrèze !

Giscard chez les gendarmes

UNE ARMÉE DE RÉPRESSION



Gendarmerie : circulation routière ou manœuvres blindées

En cette période d'agitation électorale, Giscard a voulu rappeler que l'Etat bourgeois, ce n'était pas simplement l'organisation d'élections et le jeu des politiciens, c'était aussi la présence de l'activité d'un fort appareil de répression, au premier rang duquel se trouve la gendarmerie.

Rendant visite à l'école des officiers de gendarmerie, à Melun, Giscard a insisté, dans son discours, sur trois caractéristiques de la gendarmerie : son ca-

ractère militaire («vous êtes les soldats de la loi»), sa polyvalence («vos missions sont innombrables : police administrative, maintien de l'ordre, police judiciaire, missions militaires»), et enfin, sa disponibilité («dans l'espace français de la métropole et de l'outre-mer»). Giscard a donc brossé un tableau complet de ce que la bourgeoisie attend de cette arme : lui être entièrement dévouée, être prête à tout pour la défendre, et quadriller le pays avec efficacité pour prévenir toute menace contre l'Etat bourgeois. Comme

la démonstration en a été faite à Melun, la gendarmerie ne manque pas de moyens pour cela : 76.000 hommes (tous engagés sauf 5.000 auxiliaires), 319 blindés, 21.433 véhicules, 43 hélicoptères, 75 vedettes, et au total 192.000 armes individuelles ou collectives. L'image du débonnaire gendarme de campagne telle qu'on nous la présente souvent dans la propagande bourgeoise n'est donc qu'un leurre. La gendarmerie, c'est un des fers de lance de l'armée bourgeoise contre les travailleurs, un des piliers de la dictature du capital.

INTERNATIONAL

Brésil

DÉNONCIATION DE L'ACCORD MILITAIRE AVEC LES USA

Le Brésil a dénoncé l'accord militaire avec les USA qui le liait depuis le 1952, à la suite des tonitruantes prises de position de Carter contre la torture dans ce pays. Depuis plusieurs années, le Brésil dispose d'une industrie militaire, si bien qu'il pourra faire face à toutes représailles de la part des USA. Cette dénonciation ne suppose pas non plus qu'il renonce aux entraînements de personnel militaire dans les camps spéciaux américains.

Mais cette mesure spectaculaire souligne la faille qui paraît s'ouvrir entre certains pays latino-américains et les USA. L'URSS, par la voix de son ambassadeur à Brasilia a soutenu le Bré-

sil contre les «ingérences» de Carter. Il a laissé entendre que l'URSS ne serait opposée par principe à livrer des armes au Brésil.

L'URSS est à l'affût de tout fléchissement de l'influence américaine en Amérique Latine pour tenter d'en profiter aussitôt, disputant son influence directement auprès des gouvernements liés de longue date aux États-Unis. C'est ainsi qu'à la fin de 1976, l'URSS a obtenu un important marché d'avions de combat au Pérou.

Le Brésil n'a pas pris beaucoup de risques en dénonçant l'accord avec les USA. Mais les conséquences peuvent aller bien au delà d'une simple brouille passagère

PINOCHET INTERDIT LES PARTIS POLITIQUES

Pinochet a interdit la démocratie chrétienne - qui ne pouvait déjà plus avoir aucune activité - en annonçant qu'un complot était en préparation.

Y avait-il véritablement l'amorce d'une remise en cause de Pinochet à la suite de sa condamnation à l'ONU sur proposition des USA, ou

est-ce une simple mesure préventive ? En tout cas, si les USA voulaient gommer les aspects les plus révoltants du régime chilien, c'est sur la DC qu'ils s'appuieraient.

Par delà cette crainte, Pinochet annonce que la répression va se faire encore plus brutale, tant il se sent menacé.

URSS

REMISE EN CAUSE DES STATUTS DE BERLIN

Abrassimov, ambassadeur soviétique à Berlin-Est, a déclaré jeudi au cours d'une conférence de presse que l'accord quadripartite de 1971 signé entre les Occidentaux et l'URSS ne s'appliquait pas à Berlin-Est.

Il a précisé : «Il est temps d'accepter le fait qu'il n'existe pas de «Grand Berlin» ni de «Berlin Est», mais uniquement la capitale de la RDA, Berlin.» Ces déclarations visent à terme à intégrer Berlin à l'Allemagne de l'Est, à perpétuer la division de l'Allemagne et à étendre la zone d'hégémonie social-impérialiste. Elles viennent après un certain nombre de mesures de l'Allemagne de l'Est allant dans le même sens (entraves à la liberté de circulation des occidentaux). Mais c'est la première fois que l'URSS

repréend cette position à son compte. L'accord quadripartite de 1971, aujourd'hui remis en cause, faisait partie de la politique de «détente» de l'URSS destiné à encourager l'«Ostpolitik» en Allemagne.

D'autre part, la presse de Moscou a repris les menaces du représentant russe à la Commission pour les droits de l'Homme à l'ONU : celui-ci avait affirmé que le soutien aux opposants du régime de Brejnev compromettrait la détente.

Cette fois, l'agence Tass s'est référée explicitement aux négociations SALT sur les armements stratégiques qui devraient reprendre cette année. Elle a déclaré à ce sujet : «On ne peut négocier avec l'URSS en déchaînant contre elle une campagne inamicale».

LA MAJORITÉ DES PRISONNIERS POLITIQUES ESPAGNOLS SERONT LIBÉRÉS MAIS CE N'EST PAS L'AMNISTIE

Toutefois, l'amnistie est attendue - et promise- depuis trop longtemps la nécessité en est trop évidente pour le gouvernement pour que le nouvel «indulto» n'apparaisse comme concédé en dernier ressort devant les exigences du peuple.

Significatives aussi sont les déclarations de membres de la commission des neuf, habituellement fort bien disposées à l'égard du gouvernement, et qui ne font preuve que d'un optimisme plus que tempéré. «Il est possible, a dit Tierno Galvan, que cette ma-

nière d'agir (à petits pas) serve la politique de la minorité au pouvoir, mais ces atermoiements dans le processus de réconciliation engendrent finalement une déception, qui aurait pu être évitée si l'on était plus énergique et moins timoré.»

Ces dirigeants sont conscients en effet des limites que peut prendre une telle mesure alors qu'au Pays Basque, l'occupation policière est toujours aussi intense, les manifestations toujours interdites, l'assassinat récent de 2 membres de l'ETA comme les mobilisations qui ont

suivi sont là pour le rappeler. Tous les «droits communs» semblent devoir bénéficier d'une réduction d'un quart de leur peine, ce qui répond directement à leur révolte contre leurs conditions de détention.

Cette mesure constitue une nouvelle victoire du mouvement populaire. Du point de vue du gouvernement, il s'agit pourtant du minimum nécessaire pour assurer sa crédibilité démocratique avant les élections.

Les 2/3 des prisonniers politiques en Espagne sont basques. C'est au Pays Basque que la lutte pour l'amnistie a toujours eu le plus d'ampleur et qu'elle revêt la signification la plus radicale. C'est pourquoi nous avons recueilli les réactions d'un responsable d'une commission pro-amnistie d'Euskadi ; celle de Navarre.

ment les manifestations. Sans aucun avertissement, les «grises» sortent de leurs camions, ils choisissent quelqu'un et ils le frappent à plusieurs à coup de matraques. Récemment encore,

un homme comme Sanchez Corrisa risque de se retrouver en liberté sous peu.

— Quelles seront les réactions du peuple ici en Euskadi ?

«Il est un peu tôt pour dire si cette nouvelle tromperie aura un quelconque effet sur les masses ; mais en ce qui concerne la commission je peux te dire que dès ce matin nous avons couvert Pampelune de pancartes rouges où étaient inscrit en lettres blanches : «Indulto NO | AMNISTIA |»

1) L'indulto est une mesure de grâce royale qui n'efface pas la peine.



BRITIS LEYLAND : UN MOIS DE GRÈVE

En grève depuis le 18 février pour leur revendications de salaires, les 3.000 outilleurs de British Leyland ont à nouveau décidé de poursuivre leur lutte malgré les injonctions des directions syndicales. Le dirigeant fédéral, Scanlon leur a proposé un «compromis» qu'il avait négocié avec la direction. Applaudi par l'assemblée générale, Roy Fraser, porte-parole des grévistes, a répondu que cette formule ne répondait pas à leurs exigences. Scanlon a accusé les grévistes d'inconscience : «J'espère seulement qu'au dernier moment vous vous rendrez compte de l'énormité de la décision que vous prenez».

La grève «sauvage» des outilleurs paralyse un quart des entreprises du trust British Leyland. Mais surtout, elle remet en cause les accords des directions syndicales avec le gouvernement pour limiter les hausses de salaires et cautionner le plan d'austérité.

«Nous ne savons pas exactement la portée réelle qu'aura le décret-loi mais le gouvernement le présente lui-même comme un «indulto». Les dispositions rendues publiques sont telles que le gouvernement pourra faire ce que bon lui semble, et l'on n'a même aucune garantie que les prisonniers libérés ne retourneront pas en prison par la suite, puisque leur «délit» n'est pas effacé. En aucun cas on ne peut parler d'amnistie. Ce que nous entendons par amnistie c'est d'abord la sortie de tous, absolument tous les prisonniers politiques mais c'est aussi la liberté pour tous les partis politiques, c'est l'annulation de toutes les lois de discrimination envers la femme, c'est la réintégration de tous les ouvriers licenciés pour le simple fait d'avoir défendu les intérêts de leurs camarades, c'est l'abolition des listes noires qui circulent dans les entreprises, c'est que tous les citoyens de ce pays puissent disposer d'un passeport pour rentrer et sortir comme ils l'entendent, c'est qu'on en finisse avec

les agissements des bandes fascistes. En fait, ce gouvernement à l'habitude de présenter ses mesures pour le contraire de ce qu'elles sont, par exemple lorsqu'il a adopté une loi d'autorisation des manifestations et cela lui permet en fait de se donner des prétextes pour interdire celles qu'il veut. Et bien, là encore il s'agit d'une nouvelle tromperie du gouvernement.

On est vraiment loin de l'amnistie quand on voit la répression qui continue de s'abattre sur le peuple.

Il se trouve qu'en ce moment même, la commission pro-amnistie de Navarre est en train de donner une conférence de presse sur l'escalade de répression que nous subissons à Pampelune.

On ne permet ici absolument aucune manifestation et il y a presque tous les soirs des affrontements graves dans le vieux quartier.

La police maintenant arrête assez peu de gens mais elle ne se donne même pas la peine de dissoudre réelle-

ils ont même sortis des gens de leur voiture pour les matraquer, ils sont aussi rentrés dans une église pour y chercher des gens qui s'y étaient réfugiés, cela ne peut plus durer, et nous avons l'intention de mettre le gouvernement devant ses responsabilités en réclamant la démission du gouverneur civil».

— QDP : Tu parlais des bandes fascistes, est-ce qu'elles continuent à sévir librement ?

«Et comment ! Elles continuent de plastiquer les librairies progressistes, et de semer la terreur parmi les militants. Le père de l'une de nos camarades qui est assez âgé a été menacé par téléphone d'être pendu à un arbre si ses enfants ne cessaient pas leurs activités. De plus en plus ils s'en prennent ainsi aux personnes âgées. A Barcelone, un groupe est encore rentré dans un café, il a molesté les gens, tiré dans tous les sens : la police les a arrêtés et libérés au bout de deux jours. En plus, avec l'indulto

MANIFESTATIONS EN ITALIE

Suite de la une

Plusieurs armureries ont été pillées par les manifestants, soumis de la part des forces de police à des tirs tendus de grenades lacrymogènes. L'ambassade du Chili a été incendiée.

Les mots d'ordre de la manifestations exigeaient du travail, un salaire pour les étudiants, la suppression des heures supplémentaires dans l'industrie, le retrait de la police. Les manifestants dénonçaient la politique d'austérité, la hausse des prix, les «sacrifices».

Les affrontements se sont prolongés toute la nuit. Mais ce n'est pas la seule ville de Rome qui est touchée : ailleurs aussi, à Milan, à Palerme ; après Bologne et Turin, des manifestations ont eu lieu, partout, la police est intervenue.

Dans certains cas, ce mouvement étudiant se combine avec des grèves dans les usines : ainsi, beaucoup d'usines ont fait grève samedi, comme la Fiat de Milan, qui a décrété une grève de 3 heures. Dans certains cas, des groupes d'ouvriers sont partis pour Rome manifester avec les étudiants.

Dimanche, le calme semblait revenue à Rome. Il est difficile de chiffrer le nombre des blessés parmi les manifestants, car beaucoup, craignant la répression, refusent d'aller se faire soigner à l'hôpital. La ville a été nettoyée, les barricades démontées. Mais les patrouilles de police sont toujours là, et recherchent les armes qui ont été subtilisées au cours de la nuit.

La treizième session du conseil national palestinien

Au II^e Conseil National Palestinien, les délégués du peuple palestinien étaient 143, aujourd'hui, 80 délégués supplémentaires y participent. Lors de la réunion du Conseil Central de la Résistance en décembre 1976, il fut décidé cet élargissement. Le régime syrien voulait imposer son élargissement à 400 membres, la plupart des nouveaux représentants venant de la Saïka, étroitement liée au régime de Damas et de gens venant de Syrie. D'une part l'élargissement fut limité, d'autre part les nouveaux délégués ont permis d'accroître la représentation des Palestiniens venant des territoires occupés, des cadres des camps, des organisations de masse de la Résistance.

Les décisions du Conseil National Palestinien fixent l'orientation de la Résistance Palestinienne. En 1973 il mettait l'accent sur le développement de la lutte à l'intérieur des territoires occupés. En 1974, face aux premières tentatives de règlement avec Israël, le Conseil National réaffirmait le but de la Résistance, la libération de toute la Palestine, mais affirmait en même temps la souveraineté du peuple palestinien sur toute parcelle du territoire palestinien libéré, rejetant ainsi définitivement les prétentions de Hussein.

La question d'un «État palestinien» confiné en Cisjordanie et à Gaza sera à nouveau au centre des débats ; les pressions des régimes arabes, des USA et de l'URSS vont dans le sens de faire accepter par l'OLP la reconnaissance d'Israël en échange d'un «mini-État». Toute l'action de la résistance repose sur le refus de toute reconnaissance d'Israël, de toute légitimation de l'occupation de la Palestine.

Miss Israël pleure de joie chez Pinochet

Miss Israël a raconté dans l'hebdomadaire féminin «Pour la femme», journal à grand tirage, son voyage chez Pinochet. Voici ses impressions inoubliables :

«J'étais l'invitée de la police, la DINA. Un jour, on m'a invitée à un défilé dans un camp militaire. Quand le drapeau israélien a été hissé, on m'a soufflé à l'oreille que seul le président d'Argentine avait eu droit à une telle réception. J'ai pleuré de bonheur».

«Ma visite s'est déroulée sous les auspices de ministre de la police, mais les recettes ont été versées à des orphelinats. L'institution qui s'occupe des orphelinats s'appelle Golda Meir. A ma grande surprise, j'ai appris que notre ancien premier ministre est au courant et a même reçu des photos de l'établissement qui porte son nom».

La DINA, police politique de Pinochet et meilleur soutien de son régime, a instauré la torture en méthode de gouvernement. Depuis le coup d'État de Pinochet, elle est responsable de plusieurs milliers d'assassinats et de «disparitions».

Italie

SAMEDI, MANIFESTATIONS CONTRE LA RÉPRESSION APRÈS L'ASSASSINAT POLICIER DE BOLOGNE

AFFRONTEMENTS TOUTE LA NUIT

La lutte des étudiants dirigée à l'origine contre le projet de réforme Malfatti, qui instaurait la sélection, s'est rapidement transformé en un

mouvement d'opposition massive à la politique actuelle de la Démocratie Chrétienne, en une lutte contre la hausse des prix et pour l'emploi.

Depuis 1968, l'université italienne s'est profondément transformée.

Déjà 500 000 inscrits environ qu'elle comptait alors, elle en compte aujourd'hui 900 000 et plus.

Mais elle remplit de moins en moins le rôle de formation qu'elle est censée assumer : 600 000 diplômés sont aujourd'hui au chômage.

Sur ce million d'étudiants, un dixième à peine suivent régulièrement les cours. Ils se retrouvent essentiellement dans les facultés de droit et de médecine, étudiants aisés qui savent pouvoir s'établir.

la réforme des études cèdent-ils de plus en plus la place à d'autres mots d'ordre : «Non au chômage, non à l'austérité,» «pouvoir ouvrier».

LE REFUS DE LA POLITIQUE DU P«C»I

Dans ce mouvement d'opposition générale à la politique d'austérité, les étudiants se heurtent au rempart que constitue le parti révisionniste pour le gouvernement actuel : la réforme proposée par le P«C»I est dénoncée par une grande partie des

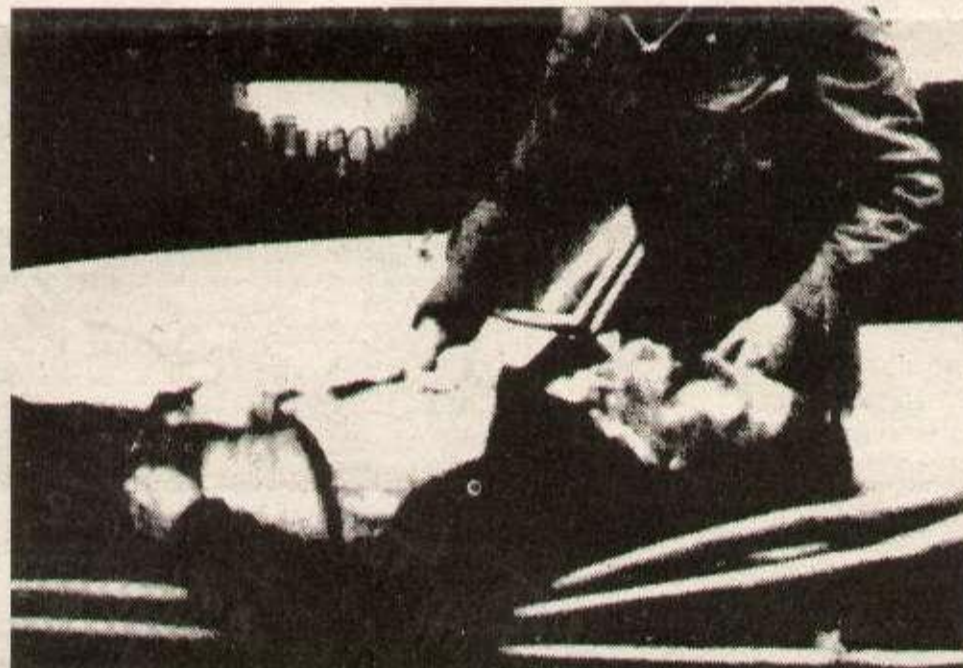
des «groupes de provocateurs, des vandales, des délinquants armés».

Qui visent-ils sous ces appellations ? L'ensemble des «collectifs autonomes», qui se sont constitués en regroupant des jeunes, des ouvriers chômeurs, des travailleurs «précaires» (à l'emploi non garanti), des femmes, des sans-logis.

Toutes ces couches que la politique des partis du «compromis historique» a marginalisé de plus en plus, et pour qui la lutte de l'université est devenue une occasion de poser leurs propres exigences.

perspectives que présente aujourd'hui le mouvement «autonome».

Très opposés au P«C»I les autonomes sont toutefois encore incapables de construire une alternative. Souvent opposés à la construction d'un parti révolutionnaire, certains se veulent marginaux, comme ces «indiens métropolitains», petit groupe de jeunes, présents surtout à Rome, qui se disent rejetés en marge de la société comme les indiens l'ont été dans leurs réserves, et que la presse a tenté généralement de mettre en avant. Ils sont loin de représenter la majorité du mouvement, mais leur attitude est significative du peu de capacité de la lutte actuelle à déboucher. Il est fort probable qu'aujourd'hui, parti révisionniste et syndicats parviendront à plus ou moins longue échéance, à reprendre en mains le mouvement. Il n'en demeure pas moins que celui-ci a opéré une première démarcation d'avec le révisionnisme dans laquelle, non seulement des étudiants, mais aussi une partie de la classe ouvrière, se reconnaît.



Francesco Lorusso, militant de Lotta Continua assassiné par la police vendredi dernier à Bologne

Mais pour la grande majorité des autres, l'assiduité est impossible : chômeurs, émigrés venus du sud, travailleurs réduits à des emplois précaires ou au noir par le développement de la crise et la politique d'austérité constituent une part importante de ce million huit cent mille jeunes chômeurs que l'on trouve aujourd'hui en Italie.

Aussi, les villes universitaires italiennes sont-elles devenues des lieux où se joignent de façon aiguë les problèmes majeurs du moment, qui sont aussi ceux de la classe ouvrière. Que demandent les étudiants ? Avant tout, un pré-salaire, un logement, du travail. Aussi, les mots d'ordre portant sur

étudiants à l'égard du projet Malfatti. L'expulsion de Lama, leader révisionniste du syndicat CGIL, survenue le 17 février, est sur ce point particulièrement significative.

Elle est à l'origine d'un revirement aussi brusque qu'apparent du parti révisionniste qui, prenant tout à coup conscience de l'ampleur de l'opposition que suscite chez tous ces «exclus» comme ils s'appellent eux-mêmes, sa politique de collaboration et de sacrifice, a produit une autocritique presque immédiate, sanctionnée son organisation de jeunes, et multiplie depuis lors les avances envers les étudiants «démocratiques» pour isoler ceux qui refusent sa politique en les dénonçant comme

QUELLES PERSPECTIVES POUR LA LUTTE ?

Dénoncé par les partis de droite comme incapable d'assurer la «paix sociale» et les «sacrifices indispensables pour sortir le pays de la crise», comme incapable en quelque sorte de tenir ses engagements, le P«C»I a lancé une offensive pour récupérer le mouvement, qui semble par endroits avoir réussi. Il vient d'organiser à Florence une première rencontre avec les étudiants où il a fait admettre son point de vue.

Toutefois, les événements actuels montrent bien les limites de cette réussite. Elle est favorisée par l'absence de

BELGIQUE :

LES DIRECTIONS SYNDICALES ANNULENT LA GRÈVE, LES TRAVAILLEURS CONTINUENT

Le grand mouvement de grève qui avait été déclenché chaque semaine par secteurs et par provinces pour lutter contre le plan d'austérité du gouvernement belge avait été annulé cette semaine par les directions syndicales, à cause de la dissolution du Parlement et de l'annonce des élections. Cependant des grèves ont eu lieu, comme cela avait été prévu, de la province de Namur vendredi dernier. D'autre part, jeudi, la grève ouvrière du Livre de xelles a empêché la parution le lendemain des journaux francophones.

Devenez «ABONNÉ» AM PROLONGÉ JUSQU'AU 15 MARS Quotidien du Peuple

LA CARTE D'ABONNE-AMI
DU QUOTIDIEN DU PEUPLE
VOUS DONNE DROIT :

● A un abonnement au choix à :

- Front Rouge
- Rebelles
- Pékin Information
- La Chine en construction

● Et à un livre ou un disque au choix :

PARMI LES LIVRES

- 2 tomes des œuvres choisies de Mao Tsé-toung
- La réception des parutions du «Grand Livre Rouge du Marxisme Léninisme», ouvrage en cours d'édition qui rassemblera plusieurs classiques du marxisme léninisme
- «Révolution et contre-révolution en Argentine» de Gèze et Labrousse
- «La Chine de Mao» par Roger Pic
- Ismail Kadaré et la nouvelle poésie albanaise, de Michel Métais
- L'Antidühring d'Engels
- Les cahiers philosophiques de Lénine

PARMI LES DISQUES

- Un disque chinois (L'Orient est rouge, Opéras à thème révolutionnaire...)
- Un disque de François Tusques (Ça branle dans le manche)
- Dansons avec les travailleurs immigrés
- Un disque de Gilles Servat (L'Hirondelle ou le Pouvoir des mots)
- Les chants de la Résistance Palestinienne
- Un disque de Carlos Andrés Bello (un peuple en lutte : Espagne)

● Et à la brochure «Programme et Statuts issus du 2^e Congrès du PCRml»

● Sur présentation de la carte

RÉDUCTION

de 10% sur plusieurs librairies dont :

La librairie populaire (rue Duguesclin) à Lyon
«Les Temps Modernes» (rue Notre Dame de Recouvrance) à Orléans
La librairie populaire (40 rue Jules Guesde) à Lille
«Mirisies» (5 bis rue de Grassi) à Bordeaux
«Librairie 71», 24 rue J. Jaurès à Nantes
«L'Armitière», 12 bis rue de l'École à Rouen
Librairie «Tschann», 84 bd du Montparnasse à Paris
«Graffiti», 210, rue J. Jaurès à Brest
Librairie «Lire», 16 rue Sainte à Marseille
«Jean Rome», 1 rue des Gras à Clermont-Ferrand
Librairie Giraudon, 20 rue de Kerampont à Lannion.

de 15% à la librairie «Le Grand Jeu», 20 rue Colbert à Reims
de 33% sur les éditions Pierre-Jean Oswald, 7 rue de l'École Polytechnique - Paris 5^e

Cinéma (tarif étudiant tous les jours) :
«La Clef», 21 rue de la Clef, Paris 5^e
«Olympic», 10 rue Boyer
«Entrepôt», 7 rue Pressensé
«Seine Cinéma», 10 rue Frédéric Santon (tarif étudiant la semaine).

ENTRÉE GRATUITE aux fêtes et galas du QdP, du PCRml, de l'UCJR, et au ciné-club «Printemps» à Paris.

Inscription prioritaire pour le voyage en Albanie qu'organise l'été prochain «Le Quotidien du Peuple».

- Librairie «Le Temps des Cerises» à Nice.
- Abonnement normal 300 F
 - Abonnement de soutien .. 500 F
 - Abonnement de soutien F

Mode de versement :
En une fois
En trois fois (échelonné sur trois mois)

OM (en capitales)
Nom
Adresse
Ville

DANS NOTRE COURRIER

A Tonnerre

QUAND LE PCF DONNE DANS L'HYSTERIE POLICIERE

LE TRACT DU PCF

A. T lance le PCR dans la lutte des municipales. Comme au moment de chaque élection, des forces se regroupent, amenant une certaine clarification dans la vie politique.

Partout la gauche est à l'offensive. Les défenseurs choisis par les travailleurs, les organisations qu'ils se sont données luttent sur tous les plans (économique et politique) pour sortir le pays de la crise et le débarrasser de l'oppression capitaliste. A ce moment, le parti qui se dit communiste et se prétend révolutionnaire annonce la couleur. Il a choisi sa cible. Ce n'est pas la droite mais les partis de

gauche, les organisations de travailleurs qu'il attaque en mentant grossièrement !

T s'érige en donneur de leçons méprisant. Il envoie dans des luttes sans issue les jeunes «kamikaze» qu'il recrute ici ou là sur la base d'une analyse débile où l'emploi de mots-fétiches remplace le raisonnement. Il va jusqu'à pousser les jeunes à abandonner leurs études «bourgeoises», leur travail «bourgeois» quitte à les abandonner ensuite, quand ils ne peuvent plus servir à sa sale besogne.

Il prend la tête d'un syndicat qu'il attaque ensui-

te dans des tracts qu'il rédige et distribue lui-même à la porte des entreprises.

C'EST UN IRRESPONSABLE !

Mais c'est aussi un homme dangereux car sa pratique politique converge exactement avec celle de la droite réactionnaire :
- déchirer et recouvrir systématiquement les affiches des communistes appelant les travailleurs à la lutte.
- utiliser la provocation et la récupération pour faire dévier et échouer les luttes.
- calomnier les organisations que les ouvriers se sont données pour leur défense

et les responsables qu'ils ont élus pour les laisser désarmés devant le patronat.

Comme la droite, il utilise le mensonge éhonté, comme elle, il avance masqué derrière diverses appellations (comité de lutte contre la répression, comité d'initiative des près-hauts...), comme pour elle, la lutte consiste pour lui à donner des coups de couteau dans le dos des travailleurs !
PCR, Cadieu, Giscard... même combat !

Section de Tonnerre du PCF

La cellule du PCR répond au tract du PCF

Notre camarade a été taxé «d'irresponsable dangereux» !

En fait, cela fait partie des attaques générales de ce parti montrant qu'il craint le développement des idées communistes révolutionnaires donc la remise en cause de son projet devant l'ensemble des travailleurs.

Sans analyse politique, sans preuves, le PCF attaque violemment le PCR, mensonges à l'appui ; par exemple «il va jusqu'à pousser les jeunes à abandonner leurs études bourgeoises».

En fait, le PCF nous attaque car nous disons que l'école aujourd'hui en pays capitaliste est un appareil au service de la bourgeoisie. Le PCF, lui, considère que l'école est au dessus des classes, ce qui l'amène à ne pas remettre en cause radicalement l'école capitaliste et ses réformes.

LE PCF MEPRISE LA JEUNESSE

Le PCF traite les jeunes sympathisants de notre Parti de «Kamikazes», cela montre une fois de plus qu'il méprise la jeunesse qui se détache de son projet politique perçu comme une impasse. C'est une réalité : des militants du PC et des JC rejoignent les rangs du PCR ML.

LE PCF CONDAMNE LE TRAVAIL COMMUNISTE DANS LES SYNDICATS

Le PCF condamne le travail communiste dans les syndicats CGT et CFDT en disant : «il prend la tête d'un syndicat qu'il attaque ensuite...» Le PCR n'attaque pas les syndicats CGT et CFDT en tant qu'organisations. Les militants du PCR combattent les idées et pratiques réformistes et révisionnistes (du PCF) dans ces organisations, pour que ces deux syndicats devien-

nent de véritables armes contre la bourgeoisie.

Le PCR recouvre les affiches du PC car elles ne sont pas une arme au service des travailleurs contre la bourgeoisie. Est-ce que le PC appelle à la lutte quand il colle «bonne année» (au mois de février) et «français vous payez trop d'impôts» pour recouvrir nos affiches qui appellent à la lutte pour le Pouvoir des Ouvriers et des Paysans ? Le PC a-t-il peur que les ouvriers prennent leurs affaires en main ?

Le PC nous accuse «d'avancer masqués derrière diverses appellations...» C'est faux !

Tous les lycéens peuvent affirmer que l'UCJR (organisation de jeunesse de notre Parti) a soutenu ouvertement leur lutte sans agir à leur place.

Est-ce que le PCF voudrait empêcher les révolutionnaires de lutter dans les syndicats et les organisations de masse ? Ses pratiques tendraient à le prouver : exclusion de militants combattifs de la CGT, cassage de gueule dans les manifs (Dijon) par le service d'ordre «musclé» du PCF.

A Tonnerre, on a aussi la preuve par la dénonciation d'un de nos militants que le PCF a exactement les mêmes pratiques que les services de répression de la bourgeoisie.

Est-ce là la défense des libertés dont se réclame si facilement le PC ? Ainsi, le PC ne considère pas fondamentalement la police comme une arme bourgeoise contre le peuple ; il déclare dans la bouche de L. Baillet «des policiers de plus en plus nombreux prennent leur place dans les cellules du parti communiste».

En fin, le PC nous accuse de soutenir la droite, il dit : «PCR, Giscard, Cadieu, même combat» quand nous fai-

sons une analyse concrète et politique de leur projet ne correspondant plus aux aspirations des masses travailleuses et de la jeunesse de notre pays.

Lorsque notre Parti condamne l'impôt sécheresse, lorsqu'il appelle à la lutte contre le plan Barre, la réforme Haby, lorsqu'il montre la nécessité de la révolution

prolétarienne comme seule issue à la crise politique de la bourgeoisie, est-ce qu'il soutient les patrons et Giscard-Cadieu ?

En conclusion, le PCR appelle les travailleurs à montrer leur désaccord à Cadieu et à montrer leur opposition aux pratiques anti-communistes du PCF et de ses alliés.

REBELLES N° 6 EST PARU

Passez vos commandes à
**Thierry Herment, 57 rue Ordener
75018 Paris**

DE LA REVOLTE A LA REVOLUTION

REBELLES

3,50F MENSUEL DE L'UNION COMMUNISTE DE LA JEUNESSE REVOLUTIONNAIRE N°6

NOUS SOMMES LA GENERATION DE LA REVOLUTION

Le Quotidien du Peuple, publication du PCRml
Adresse Postale BP 225 75 924 PARIS CEDEX 19
Crédit Lyonnais, Agence ZU 470, compte N°7713 J
Directeur de publication : Y. Chevet
Imprimé par IPCC-Paris
Distribué par les NMPP
Commission Paritaire : 56 942

Le peuple impopulaire

COPYRIGHT LES ÉDITIONS DU SEUIL

ALAIN PRÉVOST

47^e épisode

Laure lui lança les cordes, pendant qu'Etienne ratissait. L'orage était à La Rivière. Catillon jeta sa fourche, sauta de trois mètres, serra les cordes :

— Allez la Charmante ! Hé la Blanche !

Le tonnerre couvrait sa voix. La charrette s'ébranlait. Le fermier passa l'aiguillon à sa fille et vint piquer sa fourche dans le chargement, du côté bas de la pente, épaulant avec Etienne la charrette pour qu'elle ne se renverse pas. Partie gagnée ! Lorsque le ciel creva, le foin était rentré.

— Ne t'inquiète pas, Etienne. On déchargera demain.

Etienne dîna chez Catillon. Détendu, il mesurait sa fatigue, preuve d'une promesse tenue : il avait aidé Léon jusqu'au bout, jusqu'à l'épuisement. Avant de partir, il sortit voir dans la grange le foin entassé qui dormait en attendant l'hiver. Il y trouva Laure en train de pleurer.

Sa première pensée fut « une fille qui pleurniche ». Puis, son dédain fut noyé par la tendresse. Il osait à peine avancer. Elle gisait, la tête sur les bras, les genoux pliés sous le ventre. Etienne n'avait jamais vu personne pleurer si doucement. Il connaissait les cris des enfants blessés, les hurlements des enfants en colère. Cette respiration coupée, sans voix, ce corps secoué de larmes, mais pourtant inanimé, cette douleur féminine, il ne les reconnaissait pas et cherchait à comprendre :

— Laure !

Il essayait de faire sa voix plus douce. Comme elle n'entendait pas, ne bougeait pas, il s'assit auprès d'elle et la toucha du bout des doigts :

— Laure ! Qu'est-ce qu'il y a ?

Elle souleva sa tête mouillée :

— C'est toi, Etienne ?

— Qu'est-ce que tu as ?

Laure s'assit et essuya ses larmes du revers de la main :

— C'est que, maintenant les foins finis, papa va repartir.

Elle se remit à pleurer, protestant entre deux sanglots :

— Pourquoi a-t-il été si vite ? Jamais on n'a fait les foins si vite ! Et il doit s'en aller.

Etienne n'avait pas pensé à cela. Jamais il ne mettait en doute les actes des grandes personnes. Comme s'il les croyait poussées par la fatalité, ou taillées d'une pièce. Si Jouclar et son fils étaient « indépendants », c'est qu'ils étaient « comme ça ». Les autres, les bons, vivaient de leur mieux. Etienne n'aurait pas même imaginé que Catillon pût faire durer les foins pour rester plus longtemps chez lui. C'était impossible, immoral.

— Mais ton père se bat pour la France, dit-il.

Cela sonnait faux, sans rapport avec les larmes de Laure. Il chercha autre chose :

— Mon père aussi, il est parti.

— Je sais bien. Mais la ferme que vous habitez, vous la louez. Qu'est-ce que ça peut vous faire, qu'elle brûle. On dit que si les Allemands viennent, ils vont tout brûler. Qu'est-ce qu'on fera, sans papa ? C'est tout notre bien, la ferme !

Etienne se leva, furieux. Il se sentait supérieur devant ces bredouillages de femme peureuse. Il allait sortir, lorsqu'il vit Laure, étendue sur le dos, les mains sur le visage, pâle au clair de lune.

Il se retourna sur elle comme une brute, l'attaquant comme un fort attaque un faible. Il lui prit les poignets, chercha ses lèvres. Elle détourna la tête :

— Qu'est-ce qui te prend ?

Etienne avait trop honte pour oser s'arrêter. Sa main descendit sur la blouse, qu'il déchira. Les doigts entrèrent en contact avec la peau, avec les seins. Laure mollit. Elle refusait toujours de se laisser embrasser et repoussa la tête du garçon vers sa poitrine. Il embrassa les seins. Affolé, il cherchait les cuisses, le ventre. Laura passa ses mains sous Etienne et se mit à le caresser.

Il fut soudain ébloui, vaincu. Ses oreilles bourdonnaient. Des lueurs oranges et jaunes éclataient devant ses yeux. Secoué, il retomba écorché. Laure insistait, il dut l'écartier. Il n'osa pas la regarder et se sauva dans les champs, vers la rivière.

Grossi par l'orage, le torrent inondait les prés. Etienne se roula dans l'eau ; sa tête vibra ; il ne comprenait pas ; il avait eu raison, et maintenant il avait tort ; il avait fait ce qu'il désirait le plus, et il était misérable.

L'écoeurement passa, lavé par l'eau de la rivière. Le garçon sentait remonter en lui un désir d'autant plus violent qu'il venait d'être une fois assouvi. Le corps rompu de fatigue, il alla se jeter sur son lit.

(à suivre)

LE DROIT A LA PAROLE

Pendant l'occupation de leur usine, des travailleurs de l'IMRO se regroupent pour créer une édition populaire

Pendant l'occupation de leur usine, les travailleurs de l'IMRO se regroupent pour créer une édition populaire

Depuis toujours les opprimés ont recherché les moyens d'expression de leur révolte, leur vie, leur espoir ; car chaque travailleur reste le témoin privilégié de son combat quotidien.

De cette constatation, l'idée est venue à des ouvriers de l'IMRO en 1968 de réaliser des dossiers donnant une analyse de classe sur les événements marquant la vie de chaque travailleur. Le succès de cette initiative dépassa très rapidement le cadre de Rouen pour s'infiltrer dans des dizaines d'imprimeries de Normandie. De nombreux gars du Livre trouvaient là le moyen de dénoncer l'attitude de la FFTL-CGT dans sa politique collaborationniste. Pendant deux ans les dossiers, appelés « Regards sur le Monde », sortirent au rythme d'un numéro tous les deux mois. Mais faute de moyens financiers et sous les coups d'une campagne de calomnies dirigées par les révisionnistes du Syndicat du Livre CGT, les dossiers « Regards sur le Monde » cessèrent leur parution.

Malgré toute répression on ne peut effacer les idées, car l'occasion de redémarrer devait être saisie par les animateurs des dossiers « Regards sur le Monde » avec l'occupation de l'IMRO en 1975.

L'idée maîtresse : mettre les compétences techniques au service de tous ceux qui voulaient donner la véritable histoire du monde ouvrier. Les Éditions UNITY prenaient naissance avec la création d'un centre d'impression et d'édition sur le lieu de travail en occupation. Les travailleurs en lutte participent avec enthousiasme à la rédaction puis à la confection technique des petits livres. Cette initiative hors du commun appelle à une réflexion sur le prolongement dans le temps de cette prise en main par les ouvriers de leur droit à la culture. Comme le dit Yvon-Marie Bost, un animateur des Éditions UNITY « Nous sommes tous les jours agressés par cette fausse information, cette fausse culture, chaque instant de notre existence se trouve violé par l'image et le texte. Il m'arrive alors, quand je passe devant une librairie ou un kiosque et que mon regard se porte sur l'étalage des titres et placards d'affiches ou coulent dans une composition de texte et de photos l'encre de notre existence, d'être traqué et exploité : avoir une envie folle de tous casser. »

« Faut-il laisser à la bourgeoisie et aux réformistes le droit d'usurper le combat des travailleurs ! Faut-il l'accepter sans rien dire ! Nous répondons NON. »

« Ne rien faire c'est renoncer à la lutte contre le capitalisme, c'est accepter la lâcheté. »

Depuis l'expulsion par les forces de police des travail-

leurs de l'IMRO en occupation, les Éditions UNITY, nées dans le combat, se trouvent faute de moyens en sommeil.

Mais le fait d'avoir osé est déjà une victoire, car la soif de construire autre chose anime les travailleurs, la prise de conscience de l'IMRO de vouloir dépasser les limites imposées par les forces réactionnaires et révisionnistes démontrent le refus brutal de ne pas laisser à des technocrates en « gants blancs » le choix du combat de la classe ouvrière.

Les Éditions UNITY possèdent deux collections :

Art d'Aujourd'hui et Révolte, dans celle-ci on trouve 3 petits fascicules :

- « Slang » (les noirs aux USA)

- « On assassine Gavroche » (les jeunes)

- « Palestine vaincra » (un peuple en lutte).

Pour tous contacts
UNITY - Y.M. Bost
65 Av Gustave Flaubert
76000 Rouen



Programme télé

LUNDI 14 MARS

TF 1

13 h 50 - Restez donc avec nous
18 h 00 - À la bonne heure
18 h 35 - Nounours
18 h 40 - L'île aux enfants
19 h 00 - Jean Pinot, médecin d'aujourd'hui
19 h 20 - Actualités régionales
19 h 45 - Eh bien... raconte !
20 h 00 - TF 1 actualités
20 h 30 - Typhon sur Nagasaki. Film franco-japonais
22 h 20 - Archives du XX^e siècle
23 h 15 - TF 1 actualités
23 h 30 - Fin des émissions du lundi TF 1

A 2

14 h 00 - Aujourd'hui madame
15 h 05 - À la recherche du Nil
16 h 00 - Aujourd'hui magazine
16 h 30 - Cyclisme : Paris-Nice

16 h 45 - Aujourd'hui magazine (suite)
18 h 35 - Les histoires de l'histoire
18 h 45 - Flash informations
18 h 55 - Des chiffres et des lettres
19 h 20 - Actualités régionales
19 h 40 - Flash informatins
19 h 45 - La tirelire
20 h 00 - Le journal
20 h 30 - La tête et les jambes
21 h 55 - Luchino Visconti ou la puissance d'être
22 h 50 - L'huile sur le feu
23 h 30 - Les nouvelles
23 h 45 - Fin des émissions du lundi A 2

FR 3

18 h 45 - La chronique du mois
19 h 05 - Sports 22
19 h 20 - Actualités régionales
19 h 40 - Scènes de la vie de province
19 h 55 - FR 3 actualités
20 h 00 - Les jeux de 20 heures
20 h 30 - Grand prix. Film américain
23 h 30 - FR 3 actualités
23 h 45 - Fin des émissions du lundi FR 3

Energies nouvelles et politique énergétique 1.

Par Serge LIVET

A Fessenheim, les manifestations se sont succédées alors que le démarrage de la première centrale de 900 MW était imminent. Contre le gré de la majorité des travailleurs qui craignent à juste titre les conséquences d'un développement inconsidéré et mal maîtrisé du nucléaire, le pouvoir ne veut rien entendre et maintient son programme électro-nucléaire.

A plusieurs centaines de kilomètres de l'Alsace, dans une autre région de France, les mineurs du bassin de Decazeville luttent pour sauver leur emploi et leurs mines de charbon menacées de fermeture.

Dans les deux cas, le pouvoir décide au nom de la rentabilité, au mépris de la volonté populaire. Ici une source d'énergie, le charbon est abandonnée, là une autre source d'énergie, le nucléaire est développée, malgré ses dangers sous prétexte d'assurer l'indépendance énergétique du pays. La cohérence de cette incohérence c'est bien sûr le profit des grands trusts qui imposent avec l'État impérialiste leur politique énergétique, au détriment de notre peuple et des peuples du monde.

Ces deux épisodes sont significatifs de la politique énergétique de la classe dominante : mépris des intérêts des travailleurs, politique d'aménagement du territoire dispendieuse des ressources naturelles, abandon de régions entières et recherche du profit maximum pour le court terme quelles qu'en soient les conséquences.

La « crise du pétrole », après la décision d'octobre 1973 des pays producteurs de pétrole de relever leurs prix, a obligé les pays impérialistes et en particulier la France, fortement dépendante du pétrole des pays arabes à repenser leur politique d'approvisionnement énergétique. En 1973, la consommation française de pétrole brut était de 116 millions de tonnes et représentait 67 % de sa consommation énergétique.

Jusqu'à cette date cette politique était fondée sur le pillage des ressources pétrolières des pays du Tiers-Monde. Le bas prix du pétrole à la fin des années 50 a amené le gouvernement français à favoriser une politique du « tout pétrole », les programmes d'aménagement hydro-électrique ont été révisés en baisse, le plan de récession charbonnière a été mis sur pied par les technocrates gaullistes. Il était plus rentable de tirer le maximum

des ressources des pays du Tiers-Monde que de développer les ressources nationales.

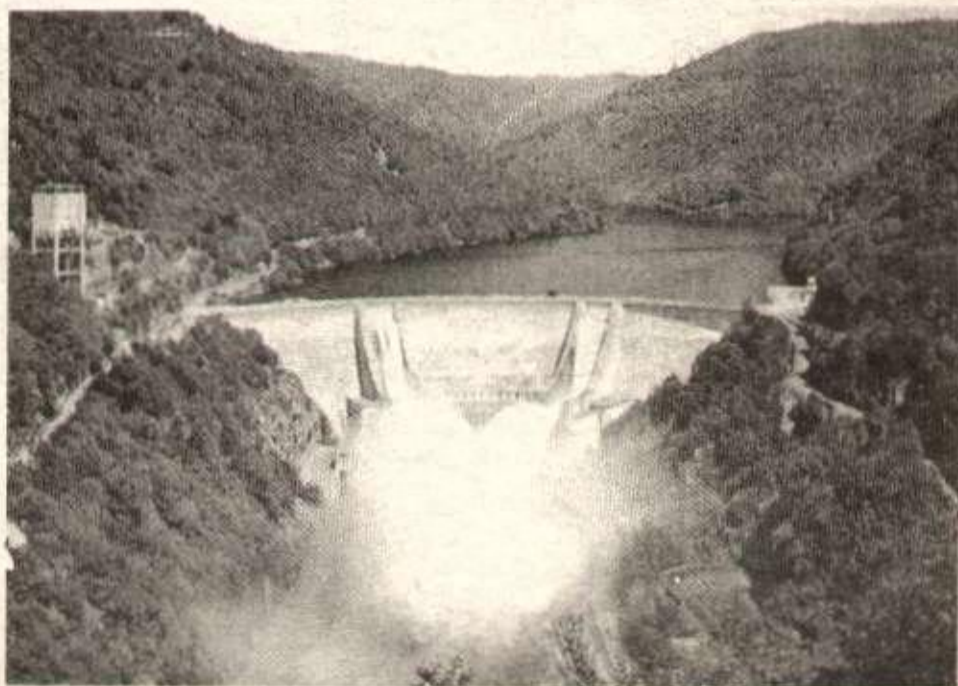
L'unité des pays producteurs de pétrole a contraint les pays impérialistes à revoir leur politique. On

entend désormais parler d'économies d'énergie, de développement des énergies nouvelles, des responsables

ont été nommés pour mener cette politique. En fait, nous le verrons, le tout nucléaire est substitué au tout pétrole mais ne peut assurer l'indépendance énergétique mieux que le tout « pétrole ».

Quant aux énergies nouvelles, les crédits alloués sont ridicules. Le plan de récession charbonnière est à peine modifié : la récession sera moins rapide, l'EDF nie toute possibilité d'un développement important de l'hydro-électricité.

Dans les pages qui suivront nous montrerons qu'il est laissé de côté un programme énergétique possible fondé sur l'exploitation des ressources naturelles, un programme diversifié qui ne mise pas tout sur une



consommation française d'énergie primaire

Mtep *	1955	1960	1965	1971	1976*	1980**
CHARBON	48	47	46	30	31,5	30
PÉTROLE	18	27	50	116	109	96
GAZ NATUREL	0,2	3	5	15	19	37
ELECTRICITÉ NUCLEAIRE	-	-	-	3	4	60
ELECTRICITÉ HYDRAULIQUE	8	9	10	11	10,5	14
ÉNERGIES NOUVELLES	-	-	-	-	-	3
TOTAL	72,2	86	111	175	174	240

* estimations
** objectifs fixés par le Conseil Central de Planification, le 1^{er} février 1975.

CONSOMMATION D'ÉNERGIE PAR SECTEUR

	Réultats			Prévisions Consommation de l'énergie	
	1973	1974	1975	1980	1985
Sidérurgie	14,3	15,7	12,1	16,4	16,8-17,8
Industrie	45,2	47,3	43,7	54,3	63,0-66,3
Résidentiel et tertiaire (1)	60	59,5	57,3	71,5	83,7-86,5
Transports (soutes incluses)	31,8	30,9	31,4	38,7	44-48,4
Sous-totaux utilisations finales	151,3	153,4	144,5	181	207,5-219,2
Producteurs et transformateurs	16,8	15,7	14	16	16,5-17,4
Perdes et fermetures	9,6	6,4	6	6	8-8,4
Totaux énergie primaire	174,7	175,5	164,5	205	232-245

(1) Y compris agriculture.

(Unité = Mtep)

* Mtep : millions de tonnes d'équivalent-pétrole

technologie aux conséquences incertaines. Il n'est pas question ici d'élaborer un programme énergétique al-

ternatif. Mais d'explorer les potentialités et de démontrer qu'il n'y a là rien de fantaisiste comme le prétendent les « experts » qui élaborent la politique énergétique du pays. Nous étudierons les possibilités fournies par les énergies nouvelles, mais également celles de l'électricité d'origine hydraulique, les possibilités et les conditions d'une relance charbonnière et dans quelle mesure il peut être recouru aux nucléaires.

Une politique énergétique indépendante et nouvelle, suppose des conditions politiques qui ne peuvent exister que dans une France socialiste. Elle suppose une autre conception du développement économique qui ne soit plus fondée sur le profit, la fin d'une utilisation inconsidérée des sources d'énergie : chauffage tout électrique, densification urbaine et abandon des campagnes... Autant que sur le développement des sources nationales d'énergie

LES ÉCONOMIES D'ÉNERGIE VERSION GOUVERNEMENTALE

Un an après la décision des pays de l'OPEP d'augmenter le prix du pétrole brut, le gouvernement créait, le 29 novembre 1974, « l'Agence pour les Économies d'Énergie ». Le 9 avril 1975 le président de la République ajoutait un nom sur la liste des petits « Monsieur », celui de Colli, nommé délégué aux énergies nouvelles, Monsieur Énergies Nouvelles. Apparemment donc, le gouvernement se préoccupe de diminuer la dépendance énergétique du pays. Mais de l'avis même d'un des fonctionnaires chargé d'appliquer cette politique, c'est de la démagogie. L'essentiel de l'activité de l'Agence pour les Économies d'Énergie et de la Délégation aux énergies nouvelles est de type publicitaire. Dans un sens, le gouvernement a intérêt à limiter la facture pétrolière et à inciter aux économies d'énergie, quelques résultats ont été obtenus dans ce sens. Mais d'autre part, la logique du profit à court terme n'engage pas les patrons à investir pour limiter leurs dépenses d'énergie. Les compagnies qui vendent l'énergie ont pour leur part intérêt à développer leurs ventes, ainsi l'EDF entreprise publique contrecarre la timide politique d'économie d'énergie du gouvernement.

En dehors du rôle de réglementation, dont l'aspect le plus spectaculaire est l'intervention dans les bureaux pour effectuer des contrôles de température, l'Agence pour les Économies d'Énergie tente de démontrer aux industriels qu'ils ont financièrement intérêt à faire des économies d'énergie et si nécessaire les encourage à modifier leurs installations en leur apportant des subventions ou par des dégrèvements d'impôts.

Aucune politique globale d'économie et de développement des énergies nationales n'est réellement menée, la politique d'ensemble n'a guère été modifiée. La meilleure preuve est que l'installation d'appartements « tout électrique » se poursuit, le VI^e Plan en prévoit 2 millions pour 1975, alors qu'il s'agit là de la forme la plus dispendieuse d'utilisation de l'énergie.



l'indépendance énergétique repose sur une utilisation appropriée de chaque forme d'énergie, sur une nouvelle politique d'aménagement du territoire : une partie de l'énergie est gaspillée dans son transport des régions productrices aux régions utilisatrices. Le développe-

ment de petites unités productrices d'énergie partout où c'est possible permettrait la mise en valeur des ressources locales, en évitant les pertes inhérentes au transport de l'électricité et les coûts que cela entraîne : lignes haute tension, par exemple.

